

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du deuxième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le semestre allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 juin 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 615 M\$, ou 0,616 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 juin 2014, comparativement à 521 M\$, ou 0,548 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2013, ce qui correspond à une hausse de 18 %. Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2014 comprend des coûts de restructuration de 8 M\$ liés à Irish Life Group Limited (Irish Life). Déduction faite de ces coûts, le bénéfice par action ordinaire s'est chiffré à 0,624 \$.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 202 M\$, contre 1 038 M\$ il y a un an, soit 1,203 \$ par action ordinaire pour le semestre clos le 30 juin 2014, comparativement à 1,092 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2013. Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2014 comprend des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à Irish Life. Déduction faite de ces coûts, le bénéfice net par action ordinaire s'est chiffré à 1,216 \$.

L'actif administré consolidé au 30 juin 2014 se chiffrait à 805 G\$, contre 758 G\$ au 31 décembre 2013.

Faits saillants pour le trimestre

- Le montant des primes et dépôts de Lifeco pour le trimestre a été de 20,4 G\$, une hausse de 33 % par rapport à l'exercice précédent, qui tient compte d'un apport de 2,4 G\$ d'Irish Life Group Limited (Irish Life), lequel s'explique par la vigueur soutenue du taux de maintien et de la croissance.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au deuxième trimestre de 2014 ont affiché une augmentation de 30 % par rapport à la période correspondante de 2013 :
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 2,9 G\$, une hausse de 14 % qui traduit une augmentation de 19 % des souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle et une hausse de 14 % des souscriptions de produits de gestion du patrimoine de l'Individuelle.
 - Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 2,8 G\$, une hausse de 217 %, qui comprend des souscriptions de 2,1 G\$ provenant d'Irish Life.
 - Les souscriptions de Putnam ont été de 7,4 G\$ US, une hausse globale de 16 %, qui reflète une augmentation de 43 % des souscriptions de fonds communs de placement.
 - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 2,2 G\$ US, une baisse de 10 %, la montée en puissance des souscriptions au premier trimestre de 2014 ayant été légèrement freinée sur le marché des Services de retraite. Les souscriptions sur les Marchés de l'Individuelle ont été vigoureuses grâce à une croissance de 68 % d'un exercice à l'autre.
- Irish Life a contribué au bénéfice net de Lifeco à hauteur de 57 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2014, comparativement à 52 M\$ au premier trimestre de 2014.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 15,8 % en fonction du bénéfice net. Le rendement des capitaux propres en fonction du bénéfice d'exploitation ajusté s'est chiffré à 15,0 %, ce qui exclut l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life et de certaines provisions liées à un litige.

- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, principale filiale en exploitation de Lifeco, se chiffrait à 228 % au 30 juin 2014.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire, payable le 30 septembre 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Les trois principales unités d'exploitation sont Assurance individuelle, Gestion du patrimoine et Assurance collective. La Compagnie offre des produits de capitalisation, de rentes, d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle et de la Collective.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 304 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, une hausse de 8 %, comparativement à 281 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 598 M\$, comparativement à 546 M\$ à la période correspondante de 2013.

Les souscriptions ont totalisé 2,9 G\$ au deuxième trimestre de 2014, comparativement à 2,5 G\$ au deuxième trimestre de 2013, ce qui reflète la forte croissance de 16 % des souscriptions de produits d'assurance individuelle et de 15 % des souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine, contrebalancée en partie par la diminution des souscriptions de produits d'assurance collective. Les souscriptions ont totalisé 6,1 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2014, contre 5,6 G\$ en 2013.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 juin 2014 se chiffrait à 157 G\$, comparativement à 149 G\$ au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placements ainsi que de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 69 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 73 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. Great-West Financial a présenté un bénéfice net de 78 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à 87 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Putnam a présenté une perte nette de 9 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à une perte nette de 14 M\$ il y a un an. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 110 M\$, contre 144 M\$ en 2013.

Pour le deuxième trimestre de 2014, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 2,2 G\$ US, en baisse par rapport au montant de 2,5 G\$ US enregistré au deuxième trimestre de 2013, en raison de la diminution des souscriptions des Services de retraite. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la forte croissance des souscriptions sur les Marchés de l'Individuelle, en raison essentiellement de l'augmentation des souscriptions sur les marchés des avantages à l'intention des cadres des banques de détail et des comptes de retraite individuels. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions se sont chiffrées à 5,1 G\$ US, comparativement à 5,0 G\$ US en 2013.

Au 30 juin 2014, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 158,6 G\$ US, comparativement à 133,7 G\$ US il y a un an, ce qui correspond à une hausse de 19 %. Les entrées d'actifs nettes pour le deuxième trimestre de 2014 étaient de 0,2 G\$ US, comparativement à des sorties d'actifs nettes de 0,4 G\$ US pour la période correspondante de 2013, ce qui s'explique par les entrées nettes des fonds communs de placement de 1,7 G\$ US, une hausse de 1,6 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013.

Au 30 juin 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 447 G\$, comparativement à 421 G\$ au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates, par l'entremise des filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 246 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 178 M\$ il y a un an. L'apport d'Irish Life au bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 57 M\$. Les coûts de restructuration liés à l'intégration en cours d'Irish Life se sont établis à 8 M\$ pour le trimestre. Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2013 comprenait des coûts de 10 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 505 M\$, comparativement à 370 M\$ à la période correspondante de 2013. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net de 2014 comprend un apport de 109 M\$ d'Irish Life et des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à l'intégration en cours d'Irish Life. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net comprend des coûts de 14 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life.

Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes pour le deuxième trimestre de 2014 se sont chiffrées à 2,8 G\$, ce qui comprend une tranche de 2,1 G\$ liée à Irish Life. Il s'agit là d'une hausse de 217 % par rapport au montant de 889 M\$ enregistré il y a un an. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le total des souscriptions a atteint 6,3 G\$, y compris l'apport de 4,7 G\$ d'Irish Life, comparativement à 1,9 G\$ pour la période correspondante de 2013.

Au 30 juin 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 201 G\$, une hausse par rapport au montant de 188 G\$ enregistré au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 4 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à une perte nette de 11 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la perte nette attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffrée à 11 M\$, contre 22 M\$ à la période correspondante de 2013.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 30 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2014.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,3625 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série S, à raison de 0,47106 \$ par action;

payables en entier le 30 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2014.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 6 août 2014

RAPPORT DE GESTION**POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2014****DATÉ DU 6 AOÛT 2014**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2013, avec le trimestre clos le 31 mars 2014 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2013. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2014. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2013 figurant dans le rapport annuel de 2013 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, l'inflation, les systèmes d'information, les conditions générales sur le plan économique et politique, les marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, ainsi que l'hypothèse selon laquelle aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, la valeur des placements, les paiements requis aux termes de produits de placement, la réassurance, les changements au plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2013 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques, ainsi que tous les facteurs. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013 ⁽²⁾⁽³⁾	30 juin 2014	30 juin 2013 ⁽²⁾⁽³⁾
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie, montant net ⁽²⁾	5 764 \$	5 267 \$	4 596 \$	11 031 \$	9 527 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement)	658	658	654	1 316	1 298
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	2 830	2 946	1 431	5 776	3 199
Produits de la Collective	1 940	3 364	1 900	5 304	3 906
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	9 160	11 662	6 677	20 822	14 319
Total des primes et dépôts	20 352	23 897	15 258	44 249	32 249
Honoraires et autres produits ⁽²⁾	1 110	1 059	831	2 169	1 629
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ⁽¹⁾⁽²⁾	7 580	7 489	1 579	15 069	7 139
Bénéfice d'exploitation – détenteurs d'actions ordinaires	615	587	521	1 202	1 038
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	615	587	521	1 202	1 038
Par action ordinaire					
Bénéfice de base	0,616 \$	0,587 \$	0,548 \$	1,203	1,092 \$
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,615	0,615
Valeur comptable	16,04	16,05	13,48		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽⁴⁾					
Bénéfice d'exploitation	14,3 %	14,5 %	16,8 %		
Bénéfice net	15,8 %	16,0 %	15,6 %		
Total de l'actif ⁽³⁾	344 380 \$	342 860 \$	264 805 \$		
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽²⁾	200 113	199 921	149 049		
Total de l'actif géré ⁽³⁾	544 493	542 781	413 854		
Autres actifs administrés ⁽³⁾	260 079	263 113	182 247		
Total de l'actif administré ⁽³⁾	804 572 \$	805 894 \$	596 101 \$		
Total des capitaux propres	21 122 \$	20 964 \$	17 843 \$		

(1) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

(2) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(3) Le cas échéant, les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

(4) Le rendement des capitaux propres est présenté à la rubrique portant sur la répartition du capital.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco. Les résultats d'Irish Life Group Limited (Irish Life) sont inclus pour la période suivant la date d'acquisition du 18 juillet 2013.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2014 s'est chiffré à 615 M\$, contre 521 M\$ il y a un an et 587 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,616 \$ par action ordinaire (0,615 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 0,548 \$ par action ordinaire (0,547 \$ après dilution) il y a un an et à 0,587 \$ par action ordinaire (0,587 \$ après dilution) au trimestre précédent. L'apport d'Irish Life au bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 57 M\$. Les coûts de restructuration liés à l'intégration en cours d'Irish Life se sont établis à 8 M\$ pour le trimestre. Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2013 comprenait des coûts de 10 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1 202 M\$, comparativement à 1 038 M\$ il y a un an, ce qui représente 1,203 \$ par action ordinaire (1,202 \$ après dilution) pour 2014, comparativement à 1,092 \$ par action ordinaire (1,091 \$ après dilution) il y a un an. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net de 2014 comprend un apport de 109 M\$ d'Irish Life et des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à l'intégration en cours d'Irish Life. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net comprend des coûts d'acquisition de 14 M\$ liés à Irish Life.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	97 \$	69 \$	71 \$	166 \$	127 \$
Gestion du patrimoine	113	105	90	218	180
Assurance collective	92	109	118	201	213
Exploitation générale canadienne	2	11	2	13	26
	304	294	281	598	546
Exploitation américaine					
Services financiers	78	94	87	172	172
Gestion d'actifs	(9)	(53)	(14)	(62)	(28)
Exploitation générale américaine	–	–	–	–	–
	69	41	73	110	144
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	184	200	118	384	248
Réassurance	72	63	70	135	125
Exploitation générale européenne	(10)	(4)	(10)	(14)	(3)
	246	259	178	505	370
Exploitation générale de Lifeco	(4)	(7)	(11)	(11)	(22)
Bénéfice net	615 \$	587 \$	521 \$	1 202 \$	1 038 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont diminué au cours du trimestre, mais cette diminution n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net ou le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) par rapport aux prévisions de la Compagnie.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2014 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Au deuxième trimestre de 2014, le rendement des marchés a dépassé les attentes de la Compagnie, ce qui a donné lieu à une hausse des honoraires liés aux actifs de la Compagnie et à une baisse du coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. Au deuxième trimestre de 2014, le rendement des marchés boursiers a été positif dans tous les territoires où la Compagnie exerce ses activités. À la clôture du deuxième trimestre, les principaux indices boursiers affichaient des hausses respectives de 5,7 %, de 4,7 %, de 4,2 % et de 2,2 % au Canada (indice S&P TSX), aux États-Unis (indice S&P 500), dans la grande région européenne (indice Eurostoxx 50) et au Royaume-Uni (indice FTSE 100) par rapport au 31 mars 2014. Par rapport au deuxième trimestre de 2013, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2014 a enregistré une hausse de 18,6 %, de 18,0 %, de 18,8 % et de 5,0 % au Canada, aux États-Unis, dans la grande région européenne et au Royaume-Uni, respectivement.

Devises

Au cours du deuxième trimestre de 2014, le taux de change moyen entre le dollar américain, la livre sterling et l'euro a augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2013. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 34 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2014 (71 M\$ depuis le début de l'exercice), par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Inversement, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros ont diminué entre le 31 mars 2014 et le 30 juin 2014. Pour le trimestre, la baisse des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période a donné lieu à des pertes de change latentes de 311 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture connexes (profits nets latents de 192 M\$ depuis le début de l'exercice); ce montant a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique portant sur la conversion des devises à la fin du présent rapport de gestion.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 122 \$	1 077 \$	1 029 \$	2 199 \$	2 030 \$
Gestion du patrimoine	2 736	4 051	2 371	6 787	5 060
Assurance collective	1 912	1 900	1 890	3 812	3 765
	5 770	7 028	5 290	12 798	10 855
Exploitation américaine					
Services financiers	1 597	1 808	1 412	3 405	2 846
Gestion d'actifs	8 041	9 972	6 499	18 013	13 932
	9 638	11 780	7 911	21 418	16 778
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	3 498	4 112	1 257	7 610	2 517
Réassurance ⁽¹⁾	1 446	977	800	2 423	2 099
	4 944	5 089	2 057	10 033	4 616
Total	20 352 \$	23 897 \$	15 258 \$	44 249 \$	32 249 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Exploitation canadienne	2 904 \$	3 202 \$	2 547 \$	6 106 \$	5 559 \$
Exploitation américaine	10 480	13 159	9 026	23 639	18 976
Exploitation européenne – Assurance et rentes	2 814	3 506	889	6 320	1 850
Total	16 198 \$	19 867 \$	12 462 \$	36 065 \$	26 385 \$

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 531 \$	1 490 \$	1 389 \$	3 021 \$	2 725 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	1	(1)	(1)	–	(2)
Profits nets réalisés	18	22	30	40	77
Produits de placement réguliers	1 550	1 511	1 418	3 061	2 800
Frais de placement	(24)	(22)	(17)	(46)	(37)
Produits de placement nets réguliers	1 526	1 489	1 401	3 015	2 763
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 670	2 122	(3 200)	3 792	(2 735)
Produits de placement nets	3 196 \$	3 611 \$	(1 799) \$	6 807 \$	28 \$

Au deuxième trimestre de 2014, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 4 995 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au deuxième trimestre de 2014 se sont soldées par une augmentation de 1 670 M\$, comparativement à une diminution de 3 200 M\$ au deuxième trimestre de 2013, principalement en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le rendement des obligations d'État a reculé au deuxième trimestre de 2014, alors qu'une hausse avait été enregistrée au deuxième trimestre de 2013.

Au deuxième trimestre de 2014, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont crû de 125 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2013. Irish Life a fourni un apport de 44 M\$ aux produits de placement nets réguliers au deuxième trimestre de 2014. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 81 M\$, en raison essentiellement du raffermissement de la livre sterling, du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 13 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 18 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour le semestre clos le 30 juin 2014 ont augmenté de 6 779 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La juste valeur a augmenté de 3 792 M\$ pour le premier semestre de 2014, alors qu'elle avait diminué de 2 735 M\$ au cours de la période correspondante de 2013, essentiellement en raison de la baisse des rendements des obligations d'État au cours du premier semestre de 2014, alors qu'ils avaient augmenté au cours de la période correspondante de 2013. Les produits de placement nets réguliers pour le semestre clos le 30 juin 2014 ont augmenté de 252 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Irish Life a fourni un apport de 68 M\$ aux produits de placement nets réguliers pour le semestre clos le 30 juin 2014. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 184 M\$, en raison essentiellement du raffermissement de la livre sterling, du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 24 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2014, comparativement à 53 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets enregistrés au deuxième trimestre de 2014 ont diminué de 415 M\$ par rapport à ceux du premier trimestre de 2014, essentiellement en raison d'augmentations nettes de la juste valeur de 1 670 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2014, comparativement à des augmentations nettes de 2 122 M\$ au trimestre précédent, ce qui s'explique par le recul moins prononcé des rendements des obligations d'État au deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre.

Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2014, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, ce qui a eu une incidence favorable de 15 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (un recouvrement net de 3 M\$ au deuxième trimestre de 2013). La modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 9 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires au cours du deuxième trimestre (une charge nette de 11 M\$ au deuxième trimestre de 2013).

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les actifs ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 20 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 6 M\$ pour le semestre correspondant de 2013). La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 12 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (une charge nette de 10 M\$ au premier semestre de 2013).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013 ⁽¹⁾	30 juin 2014	30 juin 2013 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	318 \$	306 \$	278 \$	624 \$	550 \$
Contrats SAS	38	38	38	76	75
	356	344	316	700	625
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	436	419	349	855	686
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	318	296	166	614	318
Total des honoraires et autres produits	1 110 \$	1 059 \$	831 \$	2 169 \$	1 629 \$

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé certains chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Exploitation canadienne	3 367 \$	3 365 \$	1 053 \$	6 732 \$	3 509 \$
Exploitation américaine	1 295	1 298	366	2 593	1 126
Exploitation européenne ⁽¹⁾	2 918	2 826	160	5 744	2 504
Total	7 580 \$	7 489 \$	1 579 \$	15 069 \$	7 139 \$

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 7,6 G\$, y compris un montant de 4,5 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 3,1 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 6,0 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 comprend une hausse de 5,7 G\$ des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique en grande partie par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation tient également à une nouvelle entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas ainsi qu'à une augmentation de 255 M\$ des paiements de prestations, en raison principalement de l'apport d'Irish Life, des fluctuations des devises et de la croissance normale des affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 15,1 G\$, y compris un montant de 9,2 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 5,9 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 7,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 comprend une hausse de 8,0 G\$ des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation tient également à une nouvelle entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par une diminution de 59 M\$ des paiements de prestations. La diminution des paiements de prestations tient à la commutation d'un traité d'assurance-maladie, facteur partiellement contrebalancé par les fluctuations des devises, l'apport d'Irish Life et la croissance normale des affaires.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 91 M\$. L'augmentation comprend une hausse de 331 M\$ des passifs relatifs aux contrats, laquelle découle principalement d'une nouvelle entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas, facteur partiellement contrebalancé par des ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, et une diminution de 240 M\$ des paiements de prestations. La diminution des paiements de prestations tient essentiellement à la commutation d'un traité d'assurance-maladie, facteur partiellement contrebalancé par la croissance normale des affaires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au deuxième trimestre de 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 19 %, une hausse par rapport à 18 % au deuxième trimestre de 2013. La hausse du taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le deuxième trimestre de 2014 tient essentiellement à la baisse de la proportion des produits de placement qui sont non imposables en 2014 par rapport à 2013.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 20 %, comparativement à 18 % à la période correspondante de 2013. La hausse du taux d'imposition effectif de la Compagnie en 2014 tient à la hausse des charges non déductibles du compte de participation ainsi qu'aux lois de l'impôt sur le revenu nouvellement adoptées par certains États américains, qui ont entraîné une réduction de la valeur comptable de certains actifs d'impôt différé de Putnam. Cette hausse du taux d'imposition effectif a été partiellement contrebalancée par une hausse des revenus imposables ailleurs qu'au Canada et par la constatation, en 2014, d'un actif d'impôt différé à l'égard de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement.

Au deuxième trimestre, la Compagnie avait un taux d'imposition de 19 %, ce qui représente une baisse comparativement à 21 % au premier trimestre de 2014, laquelle s'explique essentiellement par une diminution des réserves au titre des positions fiscales incertaines au deuxième trimestre, comparativement à une hausse au premier trimestre. En outre, au premier trimestre, le taux d'imposition effectif de la Compagnie a subi l'incidence négative de la hausse des charges non déductibles du compte de participation et des lois de l'impôt sur le revenu nouvellement adoptées par certains États américains, qui ont entraîné une réduction de la valeur comptable de certains actifs d'impôt différé de Putnam. L'augmentation du taux d'imposition effectif au premier trimestre a été partiellement contrebalancée par la constatation d'un actif d'impôt différé à l'égard de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 juin 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	62 343 \$	32 699 \$	44 152 \$	139 194 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 107	1 839	2 332	9 278
Autres actifs	3 030	3 454	19 042	25 526
Actif net des fonds distincts	67 687	28 751	73 944	170 382
Total de l'actif	138 167	66 743	139 470	344 380
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 587	176 577	18 949	200 113
Total de l'actif géré	142 754	243 320	158 419	544 493
Autres actifs administrés	14 225	203 517	42 337	260 079
Total de l'actif administré	156 979 \$	446 837 \$	200 756 \$	804 572 \$
	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Actif net des fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total de l'actif	129 983	64 558	131 364	325 905
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 114	164 515	16 614	185 243
Total de l'actif géré	134 097	229 073	147 978	511 148
Autres actifs administrés	14 607	192 490	40 042	247 139
Total de l'actif administré	148 704 \$	421 563 \$	188 020 \$	758 287 \$

Au 30 juin 2014, le total de l'actif administré avait crû de 46,3 G\$ par rapport au 31 décembre 2013 pour atteindre 804,6 G\$, essentiellement en raison de l'augmentation de la valeur de marché, des fluctuations des devises et de la croissance des nouvelles affaires. Les autres actifs administrés ont augmenté de 12,9 G\$, en raison essentiellement des fluctuations favorables des devises, des nouvelles souscriptions de régimes au sein de l'exploitation américaine et de l'augmentation de la valeur de marché.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 juin 2014, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 96,0 G\$, soit 69 % de l'actif investi, contre 89,9 G\$, ou 69 % de l'actif investi, au 31 décembre 2013. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 juin 2014		31 décembre 2013	
AAA	32 135 \$	34 %	30 626 \$	34 %
AA	17 742	18	15 913	18
A	27 758	29	25 348	28
BBB	17 090	18	16 809	19
BB ou inférieure	1 234	1	1 218	1
Total	95 959 \$	100 %	89 914 \$	100 %

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation – Au 30 juin 2014					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	10 547 \$	3 256 \$	3 446 \$	69 \$	18 \$	17 336 \$	16 488 \$
Royaume-Uni	8 487	1 213	202	624	–	10 526	9 904
États-Unis	5 759	1 591	200	–	3	7 553	7 258
Irlande	–	–	–	670	–	670	600
	24 793	6 060	3 848	1 363	21	36 085	34 250
Portugal	–	–	–	–	11	11	11
Italie	–	–	–	88	–	88	82
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	28	–	28	29
	–	–	–	116	11	127	122
Allemagne	2 265	61	–	–	–	2 326	2 280
France	–	1 062	–	–	–	1 062	941
Pays-Bas	30	746	–	–	–	776	745
Autriche	44	380	–	–	–	424	404
Entités supranationales	1 099	212	–	–	–	1 311	1 237
Autres (10 pays)	577	371	141	29	–	1 118	1 081
	4 015	2 832	141	29	–	7 017	6 688
Total	28 808 \$	8 892 \$	3 989 \$	1 508 \$	32 \$	43 229 \$	41 060 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 156 M\$ et d'un coût amorti de 3 001 M\$.

Au 30 juin 2014, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 43,2 G\$, soit une hausse par rapport à 40,6 G\$ au 31 décembre 2013. Les placements en obligations d'État ont augmenté de 2,6 G\$, en raison essentiellement d'une hausse des valeurs de marché découlant de la baisse des rendements des obligations d'État et du raffermissement de la livre sterling, du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. Les titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux comprennent des placements dans des partenariats public-privé. Au 30 juin 2014, 18 M\$ de ces titres de créance étaient de qualité inférieure.

Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 127 M\$, en hausse par rapport au montant de 104 M\$ enregistré au 31 décembre 2013 en raison essentiellement de l'augmentation des titres de dette souveraine de l'Espagne et d'une hausse de la valeur de marché de la dette souveraine de l'Italie. Les titres additionnels de dette souveraine de l'Espagne ont été acquis par l'intermédiaire d'une nouvelle entente de réassurance conclue au cours du trimestre. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par les gouvernements de la Grèce et de l'Argentine.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation – Au 30 juin 2014					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	68 \$	516 \$	993 \$	184 \$	– \$	1 761 \$	1 677 \$
Royaume-Uni	305	600	1 852	990	490	4 237	3 945
États-Unis	730	1 359	2 014	579	17	4 699	4 341
Irlande	–	–	4	52	13	69	66
	1 103	2 475	4 863	1 805	520	10 766	10 029
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	36	87	–	123	116
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	74	–	85	119	–	278	264
	74	–	121	206	–	401	380
Allemagne	1	37	207	1	–	246	236
France	116	112	276	276	–	780	723
Pays-Bas	38	233	233	40	–	544	514
Australie	138	357	83	89	–	667	648
Autres (19 institutions)	88	278	440	104	17	927	888
	381	1 017	1 239	510	17	3 164	3 009
Total	1 558 \$	3 492 \$	6 223 \$	2 521 \$	537 \$	14 331 \$	13 418 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 137 M\$ et d'un coût amorti de 2 798 M\$.

Valeur comptable selon le rang – Au 30 juin 2014

	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital	Capital conditionnel	Total*	Coût amorti*
Canada	74 \$	1 233 \$	133 \$	64 \$	257 \$	– \$	1 761 \$	1 677 \$
Royaume-Uni	333	1 845	1 033	565	337	124	4 237	3 945
États-Unis	460	2 992	1 062	–	185	–	4 699	4 341
Irlande	53	3	–	–	13	–	69	66
	920	6 073	2 228	629	792	124	10 766	10 029
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	36	–	–	–	87	–	123	116
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	113	–	71	42	52	–	278	264
	149	–	71	42	139	–	401	380
Allemagne	52	96	98	–	–	–	246	236
France	212	200	193	55	120	–	780	723
Pays-Bas	38	396	47	25	38	–	544	514
Australie	150	398	68	–	51	–	667	648
Autres (19 institutions)	130	470	146	100	81	–	927	888
	582	1 560	552	180	290	–	3 164	3 009
Total	1 651 \$	7 633 \$	2 851 \$	851 \$	1 221 \$	124 \$	14 331 \$	13 418 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 137 M\$ et d'un coût amorti de 2 798 M\$.

Au 30 juin 2014, la Compagnie détenait des titres de créance, y compris des titres de créance à court terme, de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 14,3 G\$, en hausse par rapport au montant de 13,4 G\$ enregistré au 31 décembre 2013. La hausse tient essentiellement à l'augmentation des valeurs de marché découlant de la réduction des rendements des obligations de sociétés, au raffermissement de la livre sterling, du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien et aux achats nets de titres.

Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Italie et en Espagne d'une valeur de 401 M\$, comparativement à 339 M\$ au 31 décembre 2013. La hausse tient essentiellement à l'augmentation des titres de dette souveraine de l'Espagne, titres acquis par l'intermédiaire d'une nouvelle entente de réassurance, ainsi qu'à une hausse des valeurs de marché de la dette de l'Espagne et de l'Italie. Les titres espagnols, d'un montant de 278 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 222 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Prudential Regulation Authority (la PRA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 juin 2014, 96 % de la valeur comptable de 14,3 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	30 juin 2014			31 décembre 2013	
	Assurés	Non assurés	Total		Total
Résidences unifamiliales	879 \$	958 \$	1 837 \$	9 %	1 758 \$
Résidences multifamiliales	2 834	2 244	5 078	25	4 812
Biens commerciaux	200	12 962	13 162	66	12 493
Total	3 913 \$	16 164 \$	20 077 \$	100 %	19 063 \$

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 20,1 G\$, soit 14 % de l'actif investi au 30 juin 2014, comparativement à 19,1 G\$, ou 14 % de l'actif investi, au 31 décembre 2013. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,9 G\$, soit 19 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 juin 2014		31 décembre 2013	
Ontario	887 \$	48 %	826 \$	47 %
Québec	397	22	392	22
Alberta	127	7	123	7
Colombie-Britannique	110	6	109	6
Terre-Neuve	95	5	93	5
Saskatchewan	70	4	63	4
Nouvelle-Écosse	62	3	63	4
Manitoba	46	3	45	3
Nouveau-Brunswick	40	2	41	2
Autres	3	–	3	–
Total	1 837 \$	100 %	1 758 \$	100 %

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 286 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 31 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 juin 2014.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2014, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 965 M\$, comparativement à 2 795 M\$ au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 170 M\$ découlant essentiellement des activités normales et de l'incidence de la fluctuation des devises.

Les provisions pour perte de valeur de 23 M\$ (38 M\$ au 31 décembre 2013) et les provisions de 2 965 M\$ (2 795 M\$ au 31 décembre 2013) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,4 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants au 30 juin 2014 (2,4 % au 31 décembre 2013).

PASSIF

Total du passif

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	139 835 \$	132 063 \$
Autres passifs du fonds général	13 041	13 064
Placements et contrats d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts	170 382	160 779
Total	323 258 \$	305 906 \$

Le total du passif a augmenté de 17,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2013, passant ainsi à 323,3 G\$ au 30 juin 2014.

Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts ont augmenté de 9,6 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de l'augmentation de la valeur de marché et des produits de placement de 8,8 G\$, et de l'incidence des fluctuations des devises de 0,8 G\$ et des dépôts nets de 0,4 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 7,8 G\$, en raison surtout de l'incidence de la croissance des affaires, des ajustements à la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt et des fluctuations des devises.

Garanties liées aux placements à l'égard des produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2014, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 835 M\$ (2 674 M\$ au 31 décembre 2013). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	30 juin 2014			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	28 647 \$	– \$	19 \$	57 \$	57 \$
Exploitation américaine	9 152	–	–	40	40
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	8 028	–	10	33	33
Réassurance**	1 130	294	–	20	314
	9 158	294	10	53	347
Total	46 957 \$	294 \$	29 \$	150 \$	444 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès). Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 juin 2014 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 M\$ pour le trimestre et à 5 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne et réassurance.

MISE À JOUR DES NORMES DE PRATIQUE ACTUARIELLE

Le 15 mai 2014, le Conseil des normes actuarielles du Canada a publié les normes de pratique qui entreront en vigueur le 15 octobre 2014 et reflètent les révisions apportées aux hypothèses de réinvestissement économique utilisées pour évaluer les passifs relatifs aux contrats d'assurance. En vertu des nouvelles normes et dans la conjoncture économique actuelle, leur adoption devrait avoir les conséquences suivantes :

- Une hausse dans la partie inférieure de la fourchette des taux d'intérêt à long terme testés liés au réinvestissement devrait donner lieu à la libération de passifs, principalement au sein de l'exploitation canadienne où la Compagnie est exposée à de faibles taux d'intérêt liés au réinvestissement sur les durées plus longues.
- De nouvelles contraintes à l'égard de la comptabilisation des placements autres qu'à revenu fixe devraient donner lieu à une hausse des passifs.

La Compagnie examine encore la possibilité de modifier les scénarios additionnels testés ainsi que les scénarios prescrits et la possibilité d'améliorer les hypothèses d'écarts utilisées dans les estimations décrites précédemment. Elle étudie également certaines des implications plus complexes des normes.

L'adoption des changements précités au quatrième trimestre de 2014 devrait avoir une incidence nette positive sur le bénéfice. Bien qu'il soit difficile de quantifier cette incidence à l'heure actuelle, compte tenu des points encore en suspens, les estimations et les hypothèses actuelles indiquent qu'elle sera de l'ordre de 50 M\$.

Comme il est présenté à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2014, la provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que les risques minimaux définis dans les scénarios prescrits en vertu des normes actuelles. Par conséquent, l'incidence des nouvelles normes sur la sensibilité du bénéfice net aux fluctuations des taux d'intérêt, de la modification de l'hypothèse concernant le rendement des capitaux propres et d'un choc sur le marché boursier ne devrait pas être significative.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 juin 2014, le capital social en circulation se chiffrait à 9 629 M\$, dont 7 115 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 250 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans.

La Compagnie a initié le 9 décembre 2013 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2014 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a racheté et annulé 726 304 actions ordinaires (néant en 2013) au coût moyen par action de 30,72 \$ en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

La Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série S, à dividende non cumulatif de 5,25 %, pour un produit brut de 200 M\$. Cette transaction s'est conclue le 22 mai 2014.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions liés à Putnam. Par conséquent, ces régimes sont maintenant classés à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, et la charge de rémunération est donc mesurée en fonction de la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres à la date d'attribution et une augmentation correspondante des capitaux propres est enregistrée. Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif fondé sur des actions (un montant de 217 M\$ au titre des participations ne donnant pas le contrôle et un montant de 26 M\$ au titre du surplus d'apport).

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 juin 2014, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 9,4 G\$ (6,4 G\$ au 31 décembre 2013) et des obligations d'État disponibles de 27,7 G\$ (28,3 G\$ au 31 décembre 2013). Au 30 juin 2014, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,7 G\$ (0,6 G\$ au 31 décembre 2013) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie dispose de marges de crédit suffisantes obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité changeront pour refléter la réforme Solvabilité II, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'incertitude entourant les règles et l'interprétation réglementaire pourrait faire croître le risque à court terme que les exigences de capital soient rehaussées à l'échelle locale. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence de ce changement et prendra les mesures appropriées pour s'adapter au nouveau contexte réglementaire.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	1 381 \$	1 547 \$	2 654 \$	2 112 \$
Financement	(222)	310	(632)	1 407
Investissement	(1 172)	(1 219)	(1 733)	(2 685)
	(13)	638	289	834
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(74)	66	29	59
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(87)	704	318	893
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 196	2 084	2 791	1 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 109 \$	2 788 \$	3 109 \$	2 788 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre de 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 87 M\$ par rapport au 31 mars 2014. Au cours du deuxième trimestre de 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 381 M\$, une baisse de 166 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2013. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 222 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 336 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 76 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale, facteurs partiellement contrebalancés par l'émission d'actions privilégiées de 200 M\$. Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 172 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 318 M\$ par rapport au 31 décembre 2013. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 2 654 M\$, une hausse de 542 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 632 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 672 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 142 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale, facteurs partiellement contrebalancés par l'émission d'actions privilégiées de 200 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 733 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2013.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques d'exploitation, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 juin 2014 s'établissait à 228 % (223 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 juin 2014 s'établissait à 258 % (238 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 juin 2014 s'établissait à 232 % (231 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,7 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 juin 2014 (0,6 G\$ au 31 décembre 2013). Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles.

Au 1^{er} janvier 2013, l'incidence totale de l'adoption d'IAS 19R, *Avantages du personnel*, sur les capitaux propres de Lifeco, sur une base consolidée, s'est chiffrée à 575 M\$ aux fins comptables. Aux fins de l'information à fournir sur le MPRCE, la Great-West a choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, une tranche de 454 M\$. Après la transition à IAS 19R, le 1^{er} janvier 2013, aux termes de la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE pour 2013, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale seront amorties sur douze trimestres.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2013 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques d'exploitation. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres

	30 juin 2014	31 mars 2014	31 décembre 2013
Exploitation canadienne	23,7 %	22,7 %	23,9 %
Services financiers aux États-Unis ⁽¹⁾	16,2 %	17,6 %	17,8 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(4,5) %	(5,3) %	(3,7) %
Exploitation européenne	14,4 %	14,8 %	14,9 %
Exploitation générale de Lifeco ⁽²⁾	(18,3) %	(19,4) %	(12,6) %
Total du bénéfice d'exploitation de Lifeco⁽²⁾	14,3 %	14,5 %	15,0 %
Total du bénéfice net de Lifeco	15,8 %	16,0 %	16,6 %

⁽¹⁾ Comprend l'exploitation générale américaine.

⁽²⁾ La Compagnie utilise le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 33 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2013.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres. La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 15,8 %, comparativement à 16,6 % au 31 décembre 2013, ce qui tient compte de l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Au 30 juin 2014, le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice d'exploitation était de 14,3 %, ce qui tient compte des charges de restructuration et d'acquisition de 96 M\$ liées à Irish Life qui ont été engagées au cours des douze derniers mois. Compte non tenu de ces charges, le rendement des capitaux propres est de 15,0 %, ce qui cadre avec l'objectif à long terme de la Compagnie.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du deuxième trimestre de 2014.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Irish Life n'est pas incluse dans la notation groupée de la Compagnie et a sa propre notation de crédit. Standard & Poor's Ratings Services a accordé une notation de A- à Irish Life Assurance Plc (ILA) à titre de contrepartie. Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings ont accordé la notation BBB aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA pris en charge à l'acquisition.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du deuxième trimestre de 2014. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créateurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés. Le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 50 M\$ (19 M\$ au 31 décembre 2013) et un montant de 219 M\$ a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (222 M\$ au 31 décembre 2013).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, le montant nominal en cours des contrats dérivés a diminué de 0,1 G\$ pour se chiffrer à 21,5 G\$. L'essentiel de la diminution, qui tient à l'expiration d'options de vente de titres de capitaux propres d'un montant notionnel initial de 6,8 G\$, a été contrebalancée par une augmentation de 6,5 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi que par l'incidence de la fluctuation des devises et des activités de couverture courantes.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 683 M\$ au 30 juin 2014, comparativement à 593 M\$ au 31 décembre 2013. La valeur de marché des swaps de taux d'intérêt qui reçoivent des taux fixes et paient des taux variables a augmenté, en raison de la baisse des taux d'intérêt.

MÉTHODES COMPTABLES

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2014 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans les périodes à venir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les directives énoncées dans les normes suivantes en date du 1^{er} janvier 2014 : IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Le tableau suivant présente les IFRS qui ont été modifiées ou qui pourraient être modifiées après 2014 et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures :

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	L'IASB a publié un exposé-sondage révisé pour IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i> , qui propose des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juin 2013. L'IASB poursuit ses délibérations au sujet des propositions contenues dans cet exposé-sondage. La norme proposée diffère de manière importante des pratiques comptables et actuarielles actuellement utilisées par la Compagnie en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB) et devrait produire des résultats financiers plus volatils. La Compagnie surveille activement les développements à cet égard. Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée et entrée en vigueur, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon les politiques comptables et actuarielles actuelles, y compris selon la MCAB.
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> , qui remplacera IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> . La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le classement et l'évaluation des instruments financiers en fonction du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier; • la dépréciation basée sur le modèle des pertes attendues; • la comptabilité de couverture qui tient compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité. <p>Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	En mai 2013, l'IASB a publié un exposé-sondage révisé qui propose l'utilisation du modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement. L'IASB poursuit ses délibérations au sujet des propositions contenues dans l'exposé-sondage. L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sera publiée.
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i> , qui permet de comptabiliser les produits selon une seule norme, en vue d'harmoniser la présentation des produits tirés de contrats avec des clients et des coûts connexes. Les produits tirés des contrats d'assurance, des contrats de location et des instruments financiers ne sont pas assujettis aux exigences d'IFRS 15 en matière de comptabilisation des produits. Une société comptabiliserait les produits au moment du transfert de biens ou de services aux clients, au montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client. <p>Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.</p>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial et Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	5 770 \$	7 028 \$	5 290 \$	12 798 \$	10 855 \$
Souscriptions	2 904	3 202	2 547	6 106	5 559
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	356	344	316	700	625
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	304	294	281	598	546
Total de l'actif⁽²⁾	138 167 \$	135 197 \$	124 695 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	4 587	4 382	3 723		
Total de l'actif géré	142 754	139 579	128 418		
Autres actifs administrés	14 225	13 812	13 632		
Total de l'actif administré	156 979 \$	153 391 \$	142 050 \$		

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

⁽²⁾ Les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 juin 2014 se sont chiffrés à 5 770 M\$, contre 5 290 M\$ pour la période correspondante de 2013.
- Les souscriptions pour le trimestre clos le 30 juin 2014 se sont chiffrées à 2 904 M\$, comparativement à 2 547 M\$ au deuxième trimestre de 2013. Cette augmentation reflète la vigueur des souscriptions de produits d'assurance individuelle et de gestion du patrimoine qui a été légèrement contrebalancée par la baisse des souscriptions d'assurance collective dans le marché des petites et des moyennes affaires au cours du deuxième trimestre de 2014.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 356 M\$, en hausse de 40 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2014 s'est chiffré à 304 M\$, contre 281 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013.
- En juillet 2014, l'unité Assurance individuelle a lancé une nouvelle gamme de services destinée aux clients qui font une demande d'assurance-vie, d'assurance contre les maladies graves ou d'assurance-invalidité, gamme qui sera avantageuse tant pour les clients que pour les conseillers. Les principales caractéristiques de cette gamme comprennent la présentation de demandes sur le Web, les mises à jour automatiques de l'état d'avancement, le classement électronique des preuves médicales et l'approbation instantanée sur réception des demandes d'assurance présentées par les clients admissibles. La Compagnie s'attend à ce que cette gamme de services améliore grandement le délai moyen d'émission de polices d'assurance aux clients.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	1 122 \$	1 077 \$	1 029 \$	2 199 \$	2 030 \$
Souscriptions	125	122	108	247	215
Bénéfice net	97	69	71	166	127

Primes et dépôts

Au cours du deuxième trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 93 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 122 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 94 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 041 M\$ au cours du trimestre, essentiellement en raison de l'augmentation de 12 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 81 M\$ pour le trimestre, un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 169 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 199 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 170 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 035 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 164 M\$, soit un résultat comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont crû de 45 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une augmentation de 8 % des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2014, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 125 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 18 M\$ pour s'établir à 116 M\$, en raison d'une augmentation de 34 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 9 M\$, soit une baisse de 1 M\$ par rapport au montant enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 32 M\$ pour ainsi s'établir à 247 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 37 M\$ pour s'établir à 230 M\$, essentiellement en raison d'augmentations de 28 % et de 17 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et de produits d'assurance-vie universelle, respectivement. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 17 M\$, soit 5 M\$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 3 M\$ au deuxième trimestre de 2014, par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont progressé de 2 M\$, en raison essentiellement d'une hausse de 13 % des souscriptions de produits d'assurance-vie temporaire. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont augmenté de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a augmenté de 26 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour se chiffrer à 97 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison de la hausse des prix et de l'augmentation des rendements projetés sur les actifs couvrant les nouvelles affaires, aux résultats favorables au chapitre des placements et à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de polices.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net a augmenté de 39 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 166 M\$, essentiellement en raison des mêmes facteurs évoqués pour les résultats trimestriels.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a augmenté de 28 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux résultats favorables au chapitre de la mortalité, facteurs partiellement compensés par les résultats moins favorables au chapitre des placements et du comportement des titulaires de polices.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 24 M\$ au deuxième trimestre de 2014, comparativement à un bénéfice net de 19 M\$ au deuxième trimestre de 2013. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 46 M\$, comparativement à 34 M\$ pour la période correspondante de 2013. L'augmentation du bénéfice net pour le trimestre et le semestre découle principalement de la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 2 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	2 736 \$	4 051 \$	2 371 \$	6 787 \$	5 060 \$
Souscriptions	2 673	2 933	2 323	5 606	4 940
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	301	294	265	595	523
Bénéfice net	113	105	90	218	180

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 365 M\$ au deuxième trimestre de 2014 pour atteindre 2 736 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des primes liées aux fonds de placement de détail et aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 1 727 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 6 787 M\$. Cette augmentation découle principalement de la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au cours du premier trimestre de 2014. Les primes et dépôts liés aux fonds de placement de détail et aux produits de rentes collectifs à prime unique ont également contribué à la hausse au cours du premier semestre de 2014.

Au deuxième trimestre de 2014, les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont diminué de 1 315 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse s'explique principalement par la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au cours du premier trimestre de 2014. Les primes et dépôts liés aux fonds de placement de détail ont également diminué au deuxième trimestre de 2014, par rapport au premier trimestre de 2014, en raison de l'incidence positive de la saison des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) sur les primes et dépôts du premier trimestre.

Souscriptions

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 350 M\$ au deuxième trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 673 M\$. Ce résultat tient à la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions ont augmenté de 666 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5 606 M\$. Ce résultat découle principalement de la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail, de produits collectifs de placement seulement et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine pour le deuxième trimestre de 2014 ont diminué de 260 M\$ par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient à la baisse des souscriptions de fonds de placement de détail en raison de l'incidence positive de la saison des REER sur les souscriptions du premier trimestre, baisse qui a été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les dépôts nets pour le deuxième trimestre de 2014 se sont chiffrés à 290 M\$, comparativement à 162 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 1 312 M\$ au trimestre précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les dépôts nets se sont établis à 1 602 M\$, comparativement à 704 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des dépôts nets est attribuable aux mêmes facteurs que ceux expliquant la croissance des primes et dépôts.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2014 ont augmenté de 36 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour atteindre 301 M\$. Cette augmentation tient à la croissance de l'actif géré qui est attribuable aux profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 72 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 595 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont crû de 7 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de l'actif géré moyen.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a augmenté de 23 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 113 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires et par les résultats plus favorables au chapitre des placements et de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des frais liés aux actifs et par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net a augmenté de 38 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 218 M\$. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires et la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des frais liés aux actifs.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires et aux résultats plus favorables au chapitre des placements, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance ainsi que par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	1 912 \$	1 900 \$	1 890 \$	3 812 \$	3 765 \$
Souscriptions	106	147	116	253	404
Honoraires et autres produits	38	38	38	76	75
Bénéfice net	92	109	118	201	213

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2014 ont augmenté de 22 M\$, pour s'établir à 1 912 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des petites et des moyennes affaires et sur le marché des grandes affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 47 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, pour s'établir à 3 812 M\$. Cette augmentation s'explique par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une augmentation des primes et dépôts des grandes affaires.

Souscriptions

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2014 ont diminué de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 106 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse des souscriptions sur le marché des petites et des moyennes affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions ont diminué de 151 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 253 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de souscriptions des produits d'assurance créances sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Au deuxième trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 41 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la baisse des souscriptions de produits d'assurance créances qui est principalement attribuable à une importante souscription au trimestre précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 38 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de 2013 et au trimestre précédent.

Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 76 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2014, soit un montant comparable à celui enregistré au cours de la période correspondante de 2013.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2014, le bénéfice net a diminué de 26 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 92 M\$, essentiellement en raison des résultats moins favorables au chapitre de la morbidité. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2013, modifications qui ne se sont pas répétées en 2014.

Le bénéfice net a diminué de 12 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 201 M\$. Cette diminution est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par les résultats favorables au chapitre des placements.

Le bénéfice net a diminué de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et des résultats moins favorables au chapitre de la morbidité.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Le bénéfice net de l'exploitation générale canadienne était comparable à celui enregistré au deuxième trimestre de 2013. La diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement couvrant le surplus de l'exploitation générale a été compensée par la réduction des réserves au titre des positions fiscales incertaines et la baisse des dividendes sur les actions privilégiées qui découle du rachat d'actions privilégiées au quatrième trimestre de 2013.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 13 M\$, comparativement à 26 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a déterminé que la plupart des provisions n'étaient plus requises, ce qui a eu une incidence positive de 23 M\$ sur le bénéfice net en 2013. Compte non tenu de l'incidence de cette reprise en 2013, le bénéfice net a augmenté de 10 M\$ en 2014, essentiellement en raison de la baisse des dividendes sur les actions privilégiées qui découle du rachat d'actions privilégiées au quatrième trimestre de 2013 et de la réduction des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2014, contre 11 M\$ pour le trimestre précédent. Cette baisse de 9 M\$ est principalement attribuable à la baisse des produits de placement, qui a été contrebalancée en partie par une diminution des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Changements organisationnels

- Le 20 mars 2014, la Compagnie a annoncé la nomination de Robert L. Reynolds à titre de président et chef de la direction de Great-West Lifeco U.S. Inc., la société mère de Great-West Financial et de Putnam. M. Reynolds exerce également la fonction de président et chef de la direction de Great-West Financial depuis le départ à la retraite de Mitchell Graye en mai 2014, et il demeurera président et chef de la direction de Putnam.
- Tel qu'il a été annoncé au premier trimestre de 2014, la Compagnie a commencé à travailler sur le regroupement des activités liées aux services de retraite de Great-West Financial et de Putnam et elle s'attend à ce qu'il soit essentiellement achevé d'ici la fin de 2014.
- Le 3 avril 2014, la Compagnie a annoncé que Great-West Financial avait conclu une entente visant l'acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services, entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille. Il est prévu que la transaction soit conclue au cours du troisième trimestre de 2014, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation aux États-Unis. Ces activités seront administrées par l'unité d'exploitation des services de retraite regroupés dont il a été question précédemment.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	9 638 \$	11 780 \$	7 911 \$	21 418 \$	16 778 \$
Souscriptions	10 480	13 159	9 026	23 639	18 976
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	436	419	349	855	686
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	69	41	73	110	144
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	63	37	71	100	141
Total de l'actif	66 743 \$	68 362 \$	64 278 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾	176 577	177 063	145 326		
Total de l'actif géré	243 320	245 425	209 604		
Autres actifs administrés	203 517	207 348	168 498		
Total de l'actif administré	446 837 \$	452 773 \$	378 102 \$		

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions se sont chiffrées à 5,1 G\$ US, en hausse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la hausse des souscriptions des Marchés de l'Individuelle, qui ont augmenté de 65 % par rapport à l'exercice précédent. Au sein des Marchés de l'Individuelle, les souscriptions sur le marché des banques à rayonnement local ont augmenté de 229 %, faisant ainsi passer la part de marché à 28 % (au 31 mars 2014), en hausse comparativement à la part de marché de 6 % pour l'exercice précédent (au 31 mars 2013). Le marché des banques de détail a connu une hausse de 51 % des souscriptions au cours du dernier exercice, en raison principalement de la hausse des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle à prime unique vendus par les banques, faisant ainsi passer la part de marché à 33 % (au 31 mars 2014), en hausse par rapport à la part de marché de 25 % pour l'exercice précédent (au 31 mars 2013).
- Les primes et dépôts pour le semestre clos le 30 juin 2014 se sont chiffrés à 3,1 G\$ US, en hausse de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des souscriptions d'avantages à l'intention des cadres sur les Marchés de l'Individuelle.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 173 M\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2014, soit une hausse de 20 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

- Dans un sondage du Spectrem Group réalisé en juin, les conseillers financiers ont classé Great-West Financial au premier rang en matière d'expérience globale de conversion. Great-West Financial a obtenu de façon constante un taux de satisfaction de près de 90 % pour chacun des cinq principaux critères évalués par les conseillers financiers.
- Les fonds Great-West Lifetime ont célébré leur cinquième anniversaire. Grâce à leur offre unique sur le marché, ces fonds possèdent maintenant plus de 5,5 G\$ US en actifs, ce qui fait de Great-West Funds, Inc. le 14^e fournisseur de fonds à date cible en importance aux États-Unis.
- Au deuxième trimestre de 2014, Great-West Financial a lancé sa gamme de solutions RetireBrightSM qui contribue à améliorer la préparation à la retraite en offrant des stratégies de préparation personnalisées, réalisables et mesurables.
- Le site mobile de Great-West Financial s'est classé au 2^e rang du palmarès Mobile InSIGHT de DALBAR pour le premier trimestre de 2014 et a aussi obtenu son Mobile Seal of Excellence.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	1 597 \$	1 808 \$	1 412 \$	3 405 \$	2 846 \$
Souscriptions	2 439	3 187	2 527	5 626	5 044
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	189	185	156	374	302
Bénéfice net	78	94	87	172	172
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 465 \$	1 644 \$	1 385 \$	3 109 \$	2 805 \$
Souscriptions (en dollars américains)	2 238	2 897	2 478	5 135	4 970
Honoraires et autres produits (en dollars américains) ⁽¹⁾	173	169	153	342	299
Bénéfice net (en dollars américains)	71	85	85	156	169

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Pour le deuxième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 80 M\$ US, pour se chiffrer à 1 465 M\$ US, par rapport au deuxième trimestre de 2013 en raison d'une hausse de 198 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 118 M\$ US enregistrée par les Services de retraite. La hausse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à la hausse de 112 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres et à la hausse de 64 M\$ US des souscriptions dans le marché de l'assurance-vie des banques de détail. La diminution enregistrée par les Services de retraite découle principalement de la baisse de 161 M\$ US au titre des régimes 401(k) qui s'explique par la diminution des transferts des options de placement de détail, et d'une baisse de 71 M\$ US relative au marché du secteur public et des organismes sans but lucratif. Ces diminutions ont été partiellement compensées par une hausse de 114 M\$ US des primes et dépôts du marché institutionnel en raison de l'augmentation des souscriptions de produits de rentes collectifs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 304 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour atteindre 3 109 M\$ US, en raison d'une hausse de 305 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. L'augmentation sur les Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 188 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres et à la hausse de 86 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et dépôts ont diminué de 179 M\$ US, en raison d'une baisse de 205 M\$ US enregistrée par les Services de retraite qui a été compensée par une hausse de 26 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle. Cette diminution pour les Services de retraite est principalement attribuable à la fusion d'un régime important qui s'est produite au premier trimestre de 2014 dans le marché du secteur public et des organismes sans but lucratif ainsi qu'à la diminution des cotisations versées par les participants de régimes 401(k) dans le fonds général et dans les options de placement des comptes distincts. L'augmentation des primes et dépôts des Marchés de l'Individuelle découle essentiellement de la hausse des souscriptions dans le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 240 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013 pour se chiffrer à 2 238 M\$ US, en raison d'une baisse de 425 M\$ US au sein des Services de retraite contrebalancée en partie par une hausse de 185 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. La baisse observée au sein des Services de retraite tient essentiellement à la diminution de 348 M\$ US des souscriptions au sein du marché du secteur public et des organismes sans but lucratif et à la diminution de 172 M\$ US des souscriptions de régimes 401(k), car la baisse des souscriptions de régimes n'a été que partiellement contrebalancée par la hausse des actifs transférés par des participants de régimes existants. La diminution des souscriptions observée au sein des Services de retraite a été contrebalancée en partie par la hausse de 95 M\$ US des souscriptions sur le marché institutionnel qui s'explique par l'augmentation des souscriptions de produits de rentes collectifs. L'augmentation sur les Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 88 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres, qui s'explique par le succès continu sur le marché des banques à rayonnement local, la hausse de 63 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail et la hausse de 34 M\$ US des souscriptions sur les marchés des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions ont augmenté de 165 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour se chiffrer à 5 135 M\$ US, en raison d'une hausse de 333 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle qui a été contrebalancée par une baisse de 168 M\$ US dans les Services de retraite. L'augmentation sur les Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 159 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres, qui s'explique par le succès continu sur le marché des banques à rayonnement local, à la hausse de 88 M\$ US des souscriptions sur les marchés des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels et à la hausse de 86 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail. La diminution pour les Services de retraite tient à la baisse de 279 M\$ US des souscriptions sur le marché du secteur public et des organismes sans but lucratif et à la baisse de 108 M\$ US des souscriptions de régimes 401(k), baisses compensées par la hausse de 219 M\$ US des souscriptions sur le marché institutionnel attribuable à l'augmentation des souscriptions de produits de rentes collectifs.

Au deuxième trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 659 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 727 M\$ US pour les Services de retraite qui a été compensée par une hausse de 68 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. La baisse pour les Services de retraite tient essentiellement à une diminution de 662 M\$ US des souscriptions de régimes. L'augmentation pour les Marchés de l'Individuelle s'explique principalement par la hausse de 44 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance des banques de détail.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2014 ont augmenté de 20 M\$ US pour se chiffrer à 173 M\$ US, par rapport au deuxième trimestre de 2013, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 43 M\$ US par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 342 M\$ US, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Pour le deuxième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a diminué de 14 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2013, pour se chiffrer à 71 M\$ US. La hausse des honoraires a été plus que contrebalancée par l'augmentation des charges qui était en partie liée à la hausse des coûts de distribution et des commissions issue de la croissance des affaires. De plus, des profits sur les placements non récurrents et des modifications des bases actuarielles non récurrentes ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2013, et ne se sont pas répétés en 2014.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour se chiffrer à 156 M\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2014 a diminué de 14 M\$ US par rapport au premier trimestre de 2014, essentiellement en raison de la baisse de 6 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité, de la diminution de 3 M\$ US des résultats au chapitre des placements et de la hausse des charges au deuxième trimestre, ce qui comprend les charges liées à l'acquisition à venir des activités de tenue de dossiers de J.P. Morgan Retirement Plan Services sur le marché des grandes affaires.

GESTION D'ACTIFS**FAITS NOUVEAUX EN 2014**

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 159 G\$ US au 30 juin 2014, en hausse de 25 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des marchés financiers, qui étaient favorables, du rendement des placements et des entrées d'actifs nettes.
- Les souscriptions brutes de Putnam pour le trimestre clos le 30 juin 2014 ont augmenté de 1,0 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la vigueur des souscriptions de fonds communs de placement.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 227 M\$ US, en hausse de 38 M\$ US et de 15 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent, respectivement.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement sur placement ajusté en fonction du risque par rapport à ses concurrents. Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, environ 70 % des actifs des fonds de Putnam se situaient au-dessus de la médiane des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 83 % sur une période de un an et de trois ans et à 78 % sur une période de cinq ans. De plus, environ 61 % et 56 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper sur une période de un an et de cinq ans, respectivement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	8 041 \$	9 972 \$	6 499 \$	18 013 \$	13 932 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	182	175	144	357	284
Honoraires liés au rendement	7	3	1	10	2
Frais administratifs	44	43	37	87	73
Commissions et frais de placement	14	13	11	27	25
Honoraires et autres produits	247	234	193	481	384
Perte nette	(9)	(53)	(14)	(62)	(28)
Primes et dépôts (en dollars américains)	7 377 \$	9 065 \$	6 372 \$	16 442 \$	13 731 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	168	158	141	326	280
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	6	3	1	9	2
Frais administratifs (en dollars américains)	40	39	36	79	72
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	13	12	11	25	24
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	227	212	189	439	378
Perte nette (en dollars américains)	(8)	(48)	(14)	(56)	(28)

Primes et dépôts

Les primes et dépôts se sont élevés à 7,4 G\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2014, une augmentation de 1,0 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013 en raison de la hausse de 1,7 G\$ US de l'ensemble des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse des souscriptions institutionnelles de 703 M\$ US.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 2,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour se chiffrer à 16,4 G\$ US, en raison de la hausse de 4,4 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse de 1,7 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Les primes et dépôts ont diminué de 1,7 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 989 M\$ US des souscriptions institutionnelles et d'une diminution de 699 M\$ US des souscriptions de fonds communs de placement. Ces dernières souscriptions étaient, au trimestre précédent, à leur niveau le plus élevé depuis 2003.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires et autres produits de 227 M\$ US ont augmenté de 38 M\$ US pour le deuxième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison d'une hausse des frais de gestion de placements et des autres honoraires basés sur l'actif et les souscriptions qui découle de la hausse de l'actif géré moyen. Cette augmentation est également attribuable à la hausse des souscriptions et du nombre de comptes et à l'augmentation des honoraires liés au rendement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 61 M\$ US par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 439 M\$ US, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont crû de 15 M\$ US par rapport au trimestre précédent, pour se chiffrer à 227 M\$ US, principalement en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen, et d'une augmentation des honoraires liés au rendement en raison du caractère saisonnier de ces honoraires.

Bénéfice net

La perte nette s'est établie à 8 M\$ US pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 14 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. La réduction de la perte nette découle essentiellement de la hausse des honoraires et des produits de placement nets, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de la rémunération liée au solide rendement sur placement ainsi que par l'augmentation de l'impôt et des frais basés sur l'actif et les souscriptions.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, la perte nette a augmenté de 28 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 56 M\$ US. Le résultat pour l'exercice considéré tient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 21 M\$ US (2 M\$ US pour la période correspondante de 2013), d'une modification des taux d'imposition aux États-Unis de 5 M\$ US et des charges indirectes non récurrentes de 4 M\$ US pour les fonds Putnam. Compte non tenu de ces éléments, la perte nette du semestre clos le 30 juin 2014 était comparable au résultat enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent, car les hausses des honoraires et des produits de placement nets ont été contrebalancées par l'augmentation des coûts de la rémunération liée au rendement élevé des placements, ainsi que par la hausse des frais basés sur l'actif et les souscriptions et par d'autres charges.

La perte nette pour le deuxième trimestre de 2014 a diminué de 40 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Le résultat du trimestre précédent tient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 21 M\$ US et de la modification des taux d'imposition par certains États américains et des charges indirectes pour les fonds Putnam, laquelle ne s'est pas répétée au deuxième trimestre. Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions liés à Putnam. Par conséquent, ces régimes sont maintenant classés à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, et la charge de rémunération est donc mesurée en fonction de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution, et une augmentation correspondante des capitaux propres est enregistrée. Compte non tenu de ces éléments, la perte nette du deuxième trimestre de 2014 a diminué de 11 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse des honoraires et des produits de placement nets, ce qui comprend un montant de 5 M\$ US au titre de profits non récurrents tirés du remboursement de capitaux de lancement à la suite de lancements de produits réussis.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Actif au début	153 432 \$	149 556 \$	134 714 \$	149 556 \$	128 329 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	5 677	6 376	3 969	12 053	7 679
Rachats – fonds communs de placement	(3 986)	(3 929)	(3 896)	(7 915)	(7 254)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	1 691	2 447	73	4 138	425
Souscriptions – marchés institutionnels de Putnam	1 700	2 689	2 403	4 389	6 052
Rachats – marchés institutionnels de Putnam	(3 222)	(4 046)	(2 883)	(7 268)	(7 198)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels de Putnam	(1 522)	(1 357)	(480)	(2 879)	(1 146)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	169	1 090	(407)	1 259	(721)
Incidence du rendement du marché	4 970	2 786	(622)	7 756	6 077
Actif à la fin	158 571 \$	153 432 \$	133 685 \$	158 571 \$	133 685 \$
<u>Actif géré moyen</u>					
Fonds communs de placement	82 016	78 406	66 975	80 240	66 018
Actifs institutionnels	72 516	72 034	68 796	72 279	68 493
Total de l'actif géré moyen	154 532 \$	150 440 \$	135 771 \$	152 519 \$	134 511 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, l'actif géré moyen s'est établi à 154,5 G\$ US. L'actif géré moyen a augmenté de 18,8 G\$ US par rapport au trimestre clos le 30 juin 2013, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif du marché et des placements sur l'actif géré ainsi que des entrées d'actifs nettes. Pour le deuxième trimestre de 2014, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,2 G\$ US comparativement à des sorties nettes de 0,4 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les entrées nettes découlent des entrées d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement de 1,7 G\$ US.

L'actif géré moyen pour le semestre clos le 30 juin 2014 a augmenté de 18,0 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 152,5 G\$ US, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre. Les entrées d'actifs nettes pour le semestre clos le 30 juin 2014 se sont chiffrées à 1,3 G\$ US, contre des sorties nettes de 0,7 G\$ US à l'exercice précédent, en raison des entrées d'actifs nettes liées aux fonds communs de placement de 4,1 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 4,1 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et de la légère hausse des entrées d'actifs nettes.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période comparative.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, par l'entremise de laquelle la Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande; ainsi que l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par la Canada-Vie, la London Life et ses filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts ⁽¹⁾	4 944 \$	5 089 \$	2 057 \$	10 033 \$	4 616 \$
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	318	296	166	614	318
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	246	259	178	505	370
Total de l'actif⁽¹⁾⁽²⁾	139 470 \$	139 301 \$	75 832 \$		
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	18 949	18 476	–		
Total de l'actif géré	158 419	157 777	75 832		
Autres actifs administrés ⁽²⁾	42 337	41 953	117		
Total de l'actif administré	200 756 \$	199 730 \$	75 949 \$		

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

⁽²⁾ Certains chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

FAITS NOUVEAUX EN 2014

L'acquisition d'Irish Life au troisième trimestre de 2013 a donné lieu à une importante croissance au sein de l'exploitation européenne. L'apport d'Irish Life à l'exploitation européenne pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014 se présente comme suit :

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour le trimestre clos le 30 juin 2014			Pour le semestre clos le 30 juin 2014		
	Irish Life ⁽¹⁾	Autres qu'Irish Life	Total	Irish Life ⁽¹⁾	Autres qu'Irish Life	Total
Primes et dépôts	2 356 \$	2 588 \$	4 944 \$	5 214	4 819	10 033
Honoraires et autres produits	153	165	318	273	341	614
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	49	197	246	96	409	505
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion des coûts de restructuration	57	197	254	109	409	518
Total de l'actif	56 540 \$	82 930 \$	139 470 \$			
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	18 684	265	18 949			
Total de l'actif géré	75 224	83 195	158 419			
Autres actifs administrés	42 337	–	42 337			
Total de l'actif administré	117 561 \$	83 195 \$	200 756 \$			

⁽¹⁾ Depuis le deuxième trimestre de 2014, l'information financière présentée ci-dessus comprend les données d'Irish Life et de la Canada Life (Ireland), en raison de l'intégration de leurs activités.

- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2014 s'est chiffré à 246 M\$, soit une augmentation de 68 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Irish Life a fourni un apport de 57 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration de 8 M\$ au cours du trimestre.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont crû de 2,9 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013 pour se chiffrer à 4,9 G\$, en raison essentiellement de l'apport de 2,4 G\$ d'Irish Life et d'une augmentation de 0,6 G\$ enregistrée par l'unité Réassurance.
- Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 2,8 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2014, soit une hausse de 1,9 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, laquelle tient aux souscriptions de 2,1 G\$ d'Irish Life.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits ont été de 318 M\$, une hausse de 152 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, qui tient essentiellement à l'apport d'Irish Life.
- Au deuxième trimestre de 2014, la Compagnie a réalisé des synergies annualisées de 4,8 M€ (13,5 M€ depuis le début de l'exercice). Les synergies de 13,5 M€ en 2014 se sont traduites par une réduction de 2,4 M€ des charges au cours du trimestre (3,7 M€ depuis le début de l'exercice). Depuis l'acquisition d'Irish Life, des synergies annualisées de 28,1 M€ ont été réalisées, lesquelles se sont traduites par une réduction de 11,0 M€ des charges au premier semestre de 2014.
- Pour la deuxième année d'affilée, Canada Life International a reçu les titres de Best International Life Group U.K. et de Best International Trust and Estate Planning Bond dans le cadre des Professional Adviser International Fund & Product Awards 2014.
- Dans le cadre des European Pensions Awards 2014, Irish Life Investment Managers a remporté les prix Equities Manager of the Year et Passive Manager of the Year.
- Au cours du deuxième trimestre de 2014, la Canada-Vie a lancé des produits de protection du revenu et d'assurance-vie temporaire sur le marché grand public en Allemagne.

- Au deuxième trimestre de 2014, la division de la réassurance de la Canada-Vie a conclu une entente de réassurance de rentes avec une compagnie d'assurance-vie et de retraite néerlandaise. L'entente, qui couvre un bloc fermé d'environ 20 000 contrats de rentes temporaires, prévoit une prime à la prise d'effet d'environ 540 M€, mais aucun paiement de prime n'est prévu pendant la durée du contrat. En échange de la prime initiale, la Canada-Vie fera des paiements de rentes sur les polices sous-jacentes.
- Au Royaume-Uni, le budget établi par le gouvernement pour 2014 permettra une plus grande souplesse en matière d'accès à l'épargne à la retraite dans le cadre d'un régime de retraite à cotisations définies. Les principaux changements devraient entrer en vigueur à compter d'avril 2015, après consultation, et auront une incidence sur les futures souscriptions de produits de rentes au Royaume-Uni. L'apport du marché des rentes du Royaume-Uni au bénéfice de la Compagnie provient des nouvelles souscriptions et des affaires existantes en vigueur, et comprend l'amélioration du rendement sur les affaires en vigueur. L'apport des affaires en vigueur au bénéfice est plus important que celui provenant des nouvelles souscriptions. Les affaires liées aux rentes en vigueur au Royaume-Uni ne subissent pas l'influence des changements apportés au budget du Royaume-Uni. Moody's Investors Service prévoyait que le volume des rentes souscrites au Royaume-Uni pourrait afficher un recul de 50 % à 75 %, et que les changements feraient ressortir des occasions pour les assureurs de mettre au point une gamme élargie d'autres produits. Au deuxième trimestre, les souscriptions de produits de rentes de la Compagnie au Royaume-Uni représentaient 55 % des souscriptions enregistrées au premier trimestre.
- En Europe, la Compagnie a entrepris un certain nombre d'initiatives liées à la réforme Solvabilité II, notamment l'établissement d'une société de portefeuille européenne intermédiaire. La majorité des compagnies d'assurance européennes réglementées de la Compagnie, ainsi que la société de portefeuille européenne intermédiaire, seront assujetties à la réglementation applicable prévue par la réforme Solvabilité II. À court terme, la Compagnie est soumise à une incertitude accrue en ce qui a trait à la réglementation en raison de la mise en œuvre imminente de la réforme Solvabilité II.
- En mars 2014, la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni a annoncé des plans relatifs à l'examen, cet été, d'un échantillon représentatif de comptes fermés de compagnies d'assurance dans le but de déterminer si les clients sont traités de façon équitable. La filiale de la Compagnie au Royaume-Uni n'a pas été choisie pour faire l'objet d'un tel examen. L'objectif de l'organisme de réglementation consiste à déterminer s'il existe des questions préoccupantes à l'égard desquelles des mesures doivent être prises. Toutefois, aucune conclusion n'a encore été tirée, puisque le travail relatif à cette initiative vient à peine de commencer.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts	3 498 \$	4 112 \$	1 257 \$	7 610 \$	2 517 \$
Souscriptions	2 814	3 506	889	6 320	1 850
Honoraires et autres produits	307	286	156	593	297
Bénéfice net	184	200	118	384	248

Primes et dépôts

Pour le deuxième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 2,2 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour atteindre 3,5 G\$. L'augmentation tient à l'apport de 2,4 G\$ d'Irish Life et aux fluctuations des devises, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 5,1 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 7,6 G\$, principalement en raison de l'apport de 5,2 G\$ d'Irish Life et des fluctuations des devises. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2014 ont diminué de 0,6 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et de la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 1,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour atteindre 2,8 G\$, en raison essentiellement de l'apport de 2,1 G\$ d'Irish Life et des fluctuations des devises. L'augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui découle essentiellement des changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les souscriptions ont augmenté de 4,5 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 6,3 G\$. L'augmentation est attribuable à l'apport de 4,7 G\$ d'Irish Life et aux fluctuations des devises, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour le deuxième trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 0,7 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de 0,5 G\$ des souscriptions en Irlande, qui s'explique par les fluctuations normales des souscriptions en matière de gestion de fonds. Le reste de la diminution est imputable à la réduction des souscriptions de rentes immédiates au Royaume-Uni, qui s'explique par l'incidence des changements proposés au budget établi pour 2014 au Royaume-Uni.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2014 se sont chiffrés à 307 M\$, une hausse de 151 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, essentiellement attribuable à l'apport d'Irish Life et aux fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 593 M\$, une hausse de 296 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement attribuable à l'apport de 273 M\$ d'Irish Life et aux fluctuations des devises.

Au deuxième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 21 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des honoraires en Irlande imputable à la croissance des actifs ainsi que de la hausse des frais de rachat au Royaume-Uni. Les habitudes de souscriptions et de rachats à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent entraîner des fluctuations des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 66 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'élever à 184 M\$. Au cours du trimestre, Irish Life a fourni un apport de 57 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration. Compte non tenu de l'apport d'Irish Life, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement aux fluctuations des devises et aux résultats plus favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité en ce qui concerne les activités d'assurance collective au Royaume-Uni. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par des résultats moins favorables au chapitre des placements et par la baisse des volumes de nouvelles affaires et des marges pour les produits de rentes immédiates.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net a augmenté de 136 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 384 M\$. Au cours de la période, Irish Life a fourni un apport de 109 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration. À l'exclusion de l'apport d'Irish Life depuis le début de l'exercice, le bénéfice net enregistré pour le semestre clos le 30 juin 2014 a progressé de 27 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison des résultats plus favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité au Royaume-Uni et de l'incidence favorable des fluctuations des devises. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des résultats moins favorables au chapitre des placements et par la baisse des volumes de nouvelles affaires et des marges pour les produits de rentes immédiates.

Pour le deuxième trimestre de 2014, le bénéfice net a diminué de 16 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014, principalement en raison des résultats moins favorables au chapitre des placements et de la mortalité au Royaume-Uni ainsi que de la baisse des volumes de nouvelles affaires liées aux produits de rentes immédiates, facteurs compensés en partie par des résultats plus favorables au chapitre de la morbidité au Royaume-Uni.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Primes et dépôts ⁽¹⁾	1 446 \$	977 \$	800 \$	2 423 \$	2 099 \$
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	11	10	10	21	21
Bénéfice net	72	63	70	135	125

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2014 ont augmenté de 646 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 1,4 G\$. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une nouvelle entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au cours du deuxième trimestre de 2014 ainsi qu'aux fluctuations des devises, facteurs contrebalancés en partie par la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 324 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 2,4 G\$, pour les mêmes raisons que celles indiquées pour les résultats du trimestre.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2014 ont augmenté de 469 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une nouvelle entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas, contrebalancée en partie par la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 11 M\$ au deuxième trimestre de 2014, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de 2013 et au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 21 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour se chiffrer à 72 M\$. Le bénéfice net favorable enregistré au chapitre des activités d'assurance-vie et de rentes ainsi que les fluctuations des devises ont été partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre des sinistres, des taux de déchéance et de la mortalité.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le bénéfice net a augmenté de 10 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 135 M\$. Le bénéfice net favorable enregistré au chapitre des activités d'assurance-vie et de rentes ainsi que les fluctuations des devises ont été partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre des placements et des sinistres.

Au deuxième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les profits sur les nouvelles affaires et les résultats favorables au chapitre des sinistres au cours du trimestre ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2014, mais ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des résultats moins favorables au chapitre des taux de déchéance et de la mortalité.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au deuxième trimestre de 2014, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 10 M\$, comparativement à une perte nette de 10 M\$ pour la période correspondante de 2013. Les résultats du deuxième trimestre de 2014 incluent des coûts de restructuration de 8 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life, alors que des coûts de 10 M\$ avaient été engagés relativement à cette acquisition au deuxième trimestre de 2013.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 14 M\$, comparativement à une perte nette de 3 M\$ pour la période correspondante de 2013. La perte nette depuis le début de l'exercice tient compte des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life pour 2014, alors que des coûts de 14 M\$ avaient été engagés relativement à cette acquisition pour la période correspondante de 2013. À l'exclusion de ces coûts, la perte nette pour le semestre clos le 30 juin 2014 s'est chiffrée à 1 M\$, contre un bénéfice net de 11 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du premier semestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement au coût lié à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et a déterminé que, pour la plupart, les provisions n'étaient plus nécessaires, ce qui a eu une incidence positive de 11 M\$ sur le bénéfice net en 2013 qui ne s'est pas reproduite en 2014.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2014 a augmenté de 6 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014, essentiellement en raison d'une hausse des coûts de restructuration liés à Irish Life et d'une hausse des charges engagées pour l'exploitation générale européenne au deuxième trimestre de 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 4 M\$, comparativement à une perte nette de 11 M\$ au deuxième trimestre de 2013. La diminution de la perte nette s'explique essentiellement par la hausse des produits de placement et la baisse des charges financières. En 2013, les charges financières liées aux titres d'emprunt libellés en euros émis dans le cadre de l'acquisition d'Irish Life étaient incluses dans les résultats de l'exploitation générale de Lifeco. En 2014, ces charges financières sont incluses dans les résultats de l'exploitation européenne.

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 11 M\$, comparativement à une perte nette de 22 M\$ pour la période correspondante de 2013. La perte nette a diminué de 11 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour les mêmes raisons que celles indiquées pour les résultats du trimestre.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco pour le trimestre clos le 30 juin 2014 a diminué de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent, pour se chiffrer à 4 M\$. La diminution s'explique principalement par les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché à l'égard d'une macro-couverture du capital au premier trimestre de 2014, lesquelles ne se sont pas reproduites au deuxième trimestre.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2014		2013				2012	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des produits⁽¹⁾	10 070 \$	9 937 \$	8 056 \$	7 206 \$	3 628 \$	7 556 \$	7 305 \$	8 756 \$
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	615	587	717	523	521	517	351	518
De base – par action	0,616	0,587	0,717	0,527	0,548	0,544	0,370	0,546
Dilué – par action	0,615	0,587	0,716	0,522	0,547	0,544	0,369	0,542
Bénéfice d'exploitation⁽²⁾								
Total	615	587	491	523	521	517	491	518
De base – par action	0,616	0,587	0,491	0,527	0,548	0,544	0,517	0,546
Dilué – par action	0,615	0,587	0,490	0,522	0,547	0,544	0,514	0,542

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

⁽²⁾ Le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS, exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 615 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 521 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,616 \$ par action ordinaire (0,615 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 0,548 \$ par action ordinaire (0,547 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2014 s'est établi à 10 070 M\$ et comprend des primes reçues de 5 764 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 526 M\$, une variation à la hausse de 1 670 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 110 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur celui-ci.

LIMITES À L'ÉGARD DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Comme le permettent les lois sur les valeurs mobilières, pour la période close le 30 juin 2014, la direction de la Compagnie a limité l'étendue de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière pour en exclure les contrôles, politiques et procédures d'Irish Life, que la Compagnie a acquise le 18 juillet 2013.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, Irish Life a enregistré des produits de 556 M\$ et un bénéfice net de 57 M\$ (qui exclut des coûts de restructuration de 8 M\$ engagés par Irish Life). Pour le semestre clos le 30 juin 2014, Irish Life a enregistré des produits de 1 047 M\$ et un bénéfice net de 109 M\$ (qui exclut des coûts de restructuration de 13 M\$ engagés par Irish Life). Au 30 juin 2014, le total des actifs d'Irish Life se chiffrait à 56,5 G\$, montant qui comprend des placements pour le compte des polices de fonds distincts de 44,6 G\$. Le total des passifs d'Irish Life se chiffrait à 54,4 G\$, y compris un montant de 44,6 G\$ au titre des placements et des contrats d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts. Depuis le deuxième trimestre de 2014, l'information financière présentée ci-dessus comprend les données d'Irish Life et de la Canada Life (Ireland), en raison de l'intégration de leurs activités.

CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
Dollar américain						
Bilan	1,07 \$	1,11 \$	1,06 \$	1,03 \$	1,05 \$	1,02 \$
Produits et charges	1,09 \$	1,10 \$	1,05 \$	1,04 \$	1,02 \$	1,01 \$
Livre sterling						
Bilan	1,83 \$	1,84 \$	1,76 \$	1,66 \$	1,60 \$	1,54 \$
Produits et charges	1,84 \$	1,83 \$	1,70 \$	1,61 \$	1,57 \$	1,56 \$
Euro						
Bilan	1,46 \$	1,52 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,37 \$	1,30 \$
Produits et charges	1,50 \$	1,51 \$	1,43 \$	1,38 \$	1,34 \$	1,33 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013 (note 2)	30 juin 2014	30 juin 2013 (note 2)
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	6 646 \$	6 111 \$	5 377 \$	12 757 \$	11 047 \$
Primes cédées	(882)	(844)	(781)	(1 726)	(1 520)
Total des primes, montant net	5 764	5 267	4 596	11 031	9 527
Produits de placement nets (note 4)					
Produits de placement nets réguliers	1 526	1 489	1 401	3 015	2 763
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 670	2 122	(3 200)	3 792	(2 735)
Total des produits de placement nets	3 196	3 611	(1 799)	6 807	28
Honoraires et autres produits	1 110	1 059	831	2 169	1 629
	10 070	9 937	3 628	20 007	11 184
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	4 592	4 801	4 215	9 393	9 242
Montant cédé	(476)	(475)	(362)	(951)	(736)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	4 116	4 326	3 853	8 442	8 506
Participations des titulaires de polices et bonifications	358	388	366	746	741
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	3 106	2 775	(2 640)	5 881	(2 108)
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	7 580	7 489	1 579	15 069	7 139
Commissions	546	505	443	1 051	875
Charges d'exploitation et frais administratifs	915	933	720	1 848	1 416
Taxes sur les primes	83	85	72	168	146
Charges financières (note 9)	76	76	74	152	141
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	32	33	29	65	56
Coûts de restructuration et d'acquisition (note 10)	10	5	10	15	14
Bénéfice avant impôt	828	811	701	1 639	1 397
Impôt sur le résultat (note 16)	156	173	128	329	256
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	672	638	573	1 310	1 141
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	28	22	20	50	38
Bénéfice net	644	616	553	1 260	1 103
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	29	29	32	58	65
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	615 \$	587 \$	521 \$	1 202 \$	1 038 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 15)					
De base	0,616 \$	0,587 \$	0,548 \$	1,203 \$	1,092 \$
Dilué	0,615 \$	0,587 \$	0,547 \$	1,202 \$	1,091 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2014	31 mars 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013
Bénéfice net	644 \$	616 \$	553 \$	1 260 \$	1 103 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	(341)	528	326	187	299
Profit (perte) de change latent sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture au titre de l'actif net des établissements à l'étranger	30	(25)	–	5	–
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente (Charge) économie d'impôt sur le résultat	57 (13)	95 (21)	(151) 34	152 (34)	(119) 29
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente Charge d'impôt sur le résultat	(11) 4	(11) 3	(18) 6	(22) 7	(53) 11
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie (Charge) économie d'impôt sur le résultat	66 (25)	(59) 22	(18) 18	7 (3)	(82) 32
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	1	–	1	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(18) 5	(28) 7	63 (17)	(46) 12	55 (15)
Total des éléments qui pourraient être reclassés	(245)	511	244	266	158
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 14) (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(119) 28	(120) 29	176 (53)	(239) 57	274 (79)
Participations ne donnant pas le contrôle (Charge) économie d'impôt sur le résultat	8 (2)	9 (2)	(20) 5	17 (4)	(23) 5
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	(85)	(84)	108	(169)	177
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(330)	427	352	97	335
Bénéfice global	314 \$	1 043 \$	905 \$	1 357 \$	1 438 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 109 \$	2 791 \$
Obligations (note 4)	95 959	89 914
Prêts hypothécaires (note 4)	20 077	19 063
Actions (note 4)	8 118	8 554
Immeubles de placement (note 4)	4 503	4 288
Avances consenties aux titulaires de polices	7 428	7 332
	<u>139 194</u>	<u>131 942</u>
Fonds détenus par des assureurs cédants	11 906	10 832
Goodwill	5 810	5 812
Immobilisations incorporelles	3 468	3 456
Instruments financiers dérivés	683	593
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	594	590
Immobilisations corporelles	206	211
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 8)	5 309	5 070
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 250	3 068
Autres actifs	2 229	2 220
Impôt exigible	205	165
Actifs d'impôt différé	1 144	1 167
Placements pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	170 382	160 779
	<u>344 380 \$</u>	<u>325 905 \$</u>
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 8)	138 965 \$	131 174 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 8)	870	889
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 608	5 740
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	303	270
Instruments financiers dérivés	696	744
Créditeurs	1 450	1 583
Autres passifs	3 181	2 807
Impôt exigible	776	981
Passifs d'impôt différé	865	776
Débitures de fiducies de capital	162	163
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	170 382	160 779
	<u>323 258</u>	<u>305 906</u>
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 423	2 354
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	165	8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 11)		
Actions privilégiées	2 514	2 314
Actions ordinaires	7 115	7 112
Surplus cumulé	8 634	8 067
Cumul des autres éléments de bénéfice global	184	87
Surplus d'apport	87	57
	<u>21 122</u>	<u>19 999</u>
Total des capitaux propres	<u>21 122</u>	<u>19 999</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>344 380 \$</u>	<u>325 905 \$</u>

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

30 juin 2014

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	9 426 \$	57 \$	8 067 \$	87 \$	2 362 \$	19 999 \$
Bénéfice net	-	-	1 260	-	50	1 310
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	97	21	118
	9 426	57	9 327	184	2 433	21 427
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(58)	-	-	(58)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	-	-	(614)	-	-	(614)
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	8	(1)	-	-	-	7
Modification de régimes fondés sur des actions (note 2)	-	26	-	-	217	243
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	-	-	-	-	(62)	(62)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(22)	-	-	-	-	(22)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	17	-	(17)	-	-	-
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	-	-	-	-	200
Frais d'émission d'actions (note 11)	-	-	(4)	-	-	(4)
Paiements fondés sur des actions	-	5	-	-	-	5
Solde à la fin de la période	9 629 \$	87 \$	8 634 \$	184 \$	2 588 \$	21 122 \$

31 décembre 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	-	-	2 408	-	(90)	2 318
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	-	-	-	1 019	(4)	1 015
	8 392	60	9 443	87	2 362	20 344
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(130)	-	-	(130)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(1 200)	-	-	(1 200)
Échange de reçus de souscription à l'acquisition d'Irish Life	1 220	-	-	-	-	1 220
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	57	(11)	-	-	-	46
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(59)	-	-	-	-	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	46	-	(46)	-	-	-
Rachat d'actions privilégiées	(230)	-	-	-	-	(230)
Paiements fondés sur des actions	-	8	-	-	-	8
Solde à la fin de l'exercice	9 426 \$	57 \$	8 067 \$	87 \$	2 362 \$	19 999 \$

30 juin 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	-	-	1 103	-	38	1 141
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	-	-	-	335	(22)	313
	8 392	60	8 138	(597)	2 472	18 465
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(65)	-	-	(65)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	-	-	(585)	-	-	(585)
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	30	(6)	-	-	-	24
Paiements fondés sur des actions	-	4	-	-	-	4
Solde à la fin de la période	8 422 \$	58 \$	7 488 \$	(597) \$	2 472 \$	17 843 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013 (note 2)
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	1 639 \$	1 397 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(410)	(127)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	5 389	(1 907)
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	247	408
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	17	20
Variation des coûts d'acquisition différés	30	30
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(245)	(98)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(3 792)	2 735
Autres	(221)	(346)
	2 654	2 112
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 11)	8	30
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	-
Frais d'émission d'actions (note 11)	(4)	-
Émission de reçus de souscription	-	1 237
Actions ordinaires achetées et annulées (note 11)	(22)	-
Émission de titres d'emprunt libellés en euros (note 3)	-	659
Augmentation (diminution) de la marge de crédit d'une filiale	(142)	136
Diminution des débentures et autres instruments d'emprunt	-	(5)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(614)	(585)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(58)	(65)
	(632)	1 407
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	15 293	14 657
Encaissements sur prêts hypothécaires	975	806
Ventes d'actions	1 943	952
Ventes d'immeubles de placement	98	19
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	(50)	75
Placement dans des obligations	(17 231)	(16 900)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 820)	(1 241)
Placement dans des actions	(836)	(1 003)
Placement dans des immeubles de placement	(105)	(50)
	(1 733)	(2 685)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	29	59
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	318	893
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 791	1 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 109 \$	2 788 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 465 \$	2 234 \$
Intérêts versés	158 \$	133 \$
Dividendes reçus	127 \$	112 \$

NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 juin 2014 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 6 août 2014.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013. Certains chiffres correspondants au 30 juin 2013 présentés dans les états financiers ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, comme il est décrit à la note 36 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2013. Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, ces ajustements liés à la présentation ont donné lieu à des hausses de 264 \$ et de 20 \$ des primes brutes souscrites et des honoraires et autres produits, respectivement, contrebalancées par des hausses de 26 \$ et de 258 \$ des charges d'exploitation et frais administratifs et des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices, respectivement. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, ces ajustements liés à la présentation ont donné lieu à des hausses de 615 \$ et de 40 \$ des primes brutes souscrites et des honoraires et autres produits, respectivement, contrebalancées par des hausses de 52 \$ et de 603 \$ des charges d'exploitation et frais administratifs et des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices, respectivement. Ces ajustements ont aussi donné lieu à une diminution de 1 970 \$ des placements dans des obligations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour la période close le 30 juin 2013. Ces ajustements n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net ou les capitaux propres de la Compagnie.

Les états financiers de Lifeco au 30 juin 2014 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions de Putnam. Par conséquent, ces régimes sont désormais classés comme des transactions dont le paiement fondé sur des actions est réglé en titres de capitaux propres. La charge de rémunération est donc évaluée en fonction de la juste valeur des placements en titres de capitaux propres à la date d'attribution, et les capitaux propres font l'objet d'une hausse correspondante. Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif lié à la rémunération fondée sur des actions.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

En outre, la Compagnie a adopté les directives des normes suivantes avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014 : IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Méthodes comptables futures

Le tableau ci-après présente les IFRS publiées par l'IASB qui pourraient avoir des répercussions sur la Compagnie :

Nouvelle norme	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, qui remplacera IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le classement et l'évaluation des instruments financiers en fonction du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier; • la dépréciation basée sur le modèle des pertes attendues; • la comptabilité de couverture qui tient compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité. <p>Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers.</p>
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	<p>En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>, qui permet de comptabiliser les produits selon une seule norme, en vue d'harmoniser la présentation des produits tirés de contrats avec des clients et des coûts connexes. Les produits tirés des contrats d'assurance, des contrats de location et des instruments financiers ne sont pas assujettis aux exigences d'IFRS 15 en matière de comptabilisation des produits. Une société comptabiliserait les produits au moment du transfert de biens ou de services aux clients, au montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.</p>

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré de variabilité inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les éléments sur lesquels les estimations et les hypothèses de la direction ont eu une incidence importante sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements formulés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions sur le bilan ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. **Acquisitions**

a) **Irish Life Group Limited**

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Irish Life Group Limited (Irish Life) par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Canada Life Limited. La Compagnie a présenté la répartition du prix d'achat sur les montants des actifs acquis, du goodwill et des passifs repris à la note 4 des états financiers annuels consolidés audités au 31 décembre 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, des études ont été réalisées sur les résultats techniques liés à certains passifs relatifs aux contrats d'assurance repris à la suite d'acquisitions. Aucun changement n'a été apporté aux montants présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la Compagnie au 31 décembre 2013.

La Compagnie a engagé des coûts de restructuration et d'acquisition (note 10) de 10 \$ liés à Irish Life au cours du trimestre clos le 30 juin 2014 (10 \$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2013) et de 15 \$ au cours du semestre clos le 30 juin 2014 (14 \$ au cours du semestre clos le 30 juin 2013).

b) **JP Morgan Retirement Plan Services**

Le 3 avril 2014, la Compagnie a annoncé que sa filiale, Great-West Financial, avait conclu un accord visant l'acquisition des activités de J.P. Morgan Retirement Plan Services en matière de tenue de dossiers sur le marché des groupes de grande taille. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation aux États-Unis, la transaction devrait être conclue au troisième trimestre de 2014. Cette transaction n'aura pas immédiatement d'incidence financière significative.

4. Placements de portefeuille

a) **Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :**

	30 juin 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	70 366 \$	70 366 \$	68 091 \$	68 091 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	2 073	2 073	2 053	2 053
Disponibles à la vente	11 389	11 389	7 915	7 915
Prêts et créances	12 131	13 405	11 855	12 672
	95 959	97 233	89 914	90 731
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	6 915	7 215	6 570	6 716
Non résidentiels	13 162	13 863	12 493	12 801
	20 077	21 078	19 063	19 517
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 849	6 849	7 232	7 232
Disponibles à la vente	702	702	745	745
Autres	567	684	577	743
	8 118	8 235	8 554	8 720
Immeubles de placement	4 503	4 503	4 288	4 288
Total	128 657 \$	131 049 \$	121 819 \$	123 256 \$

⁽¹⁾ Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

b) **Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :**

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Montants ayant subi une dépréciation par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	349 \$	384 \$
Disponibles à la vente	20	19
Prêts et créances	28	34
Total	397 \$	437 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus, déduction faite de provisions de 18 \$ et de 25 \$ au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013, respectivement.

4. *Placements de portefeuille (suite)*

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 037 \$	238 \$	63 \$	80 \$	130 \$	1 548 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	4	-	9	-	-	13
Autres classements	3	2	-	-	-	5
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	1	-	-	-	1
Autres produits et charges	-	-	-	(17)	(24)	(41)
	1 044	241	72	63	106	1 526
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	18	-	-	-	-	18
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 231	-	292	47	82	1 652
	1 249	-	292	47	82	1 670
Total	2 293 \$	241 \$	364 \$	110 \$	188 \$	3 196 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	939 \$	220 \$	58 \$	65 \$	123 \$	1 405 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	18	-	-	-	-	18
Autres classements	3	9	-	-	-	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(1)	-	-	-	(1)
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(17)	(33)
	960	228	58	49	106	1 401
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(56)	-	-	-	-	(56)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(2 985)	-	(111)	24	(72)	(3 144)
	(3 041)	-	(111)	24	(72)	(3 200)
Total	(2 081) \$	228 \$	(53) \$	73 \$	34 \$	(1 799) \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 044 \$	472 \$	134 \$	157 \$	247 \$	3 054 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	16	-	8	-	-	24
Autres classements	12	4	-	-	-	16
Autres produits et charges	-	-	-	(33)	(46)	(79)
	2 072	476	142	124	201	3 015
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	50	-	-	-	-	50
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	2 943	-	502	137	160	3 742
	2 993	-	502	137	160	3 792
Total	5 065 \$	476 \$	644 \$	261 \$	361 \$	6 807 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 859 \$	439 \$	120 \$	129 \$	209 \$	2 756 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	53	-	-	-	-	53
Autres classements	9	15	-	-	-	24
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(2)	-	-	-	(2)
Autres produits et charges	-	-	-	(31)	(37)	(68)
	1 921	452	120	98	172	2 763
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(53)	-	-	-	-	(53)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(2 757)	-	125	33	(83)	(2 682)
	(2 810)	-	125	33	(83)	(2 735)
Total	(889) \$	452 \$	245 \$	131 \$	89 \$	28 \$

4. *Placements de portefeuille (suite)*

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la quote-part de la Compagnie dans le résultat d'IGM Financial Inc. et Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement

5. **Gestion du risque lié aux instruments financiers**

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2013 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Compagnie figurant au rapport annuel daté du 31 décembre 2013.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) **Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille régulièrement l'utilisation des marges de crédit et évalue continuellement la disponibilité de ces formes de crédit et d'autres formes de crédit aux fins de l'exploitation.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque lié au marché financier

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des Normes internationales d'information financière, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments de bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence importante sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits correspondrait à une hausse d'environ 84 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 62 \$ du bénéfice net.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie.

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une diminution d'environ 19 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle donnerait lieu à une augmentation d'environ 1 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 519 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 348 \$ du bénéfice net.

iii) *Risque lié aux marchés boursiers*

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 44 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 35 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 100 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 78 \$.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 474 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 366 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 520 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 397 \$.

6. **Évaluation à la juste valeur**

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation de crédit élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

Actifs évalués à la juste valeur	30 juin 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie	3 109 \$	– \$	– \$	3 109 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	72 139	300	72 439
Actions	6 823	6	20	6 849
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 823	72 145	320	79 288
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	11 370	19	11 389
Actions	84	–	1	85
Total des actifs financiers disponibles à la vente	84	11 370	20	11 474
Immeubles de placement	–	–	4 503	4 503
Dérivés ⁽¹⁾	1	682	–	683
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	155	141	–	296
Autres actifs détenus à des fins de transaction	74	–	–	74
Autres ⁽²⁾	35	–	–	35
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 281 \$	84 338 \$	4 843 \$	99 462 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	1 \$	695 \$	– \$	696 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	841	29	870
Autres passifs – autres	35	–	–	35
Total des passifs évalués à la juste valeur	36 \$	1 536 \$	29 \$	1 601 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 49 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 200 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie	2 791 \$	– \$	– \$	2 791 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	69 811	333	70 144
Actions	7 202	6	24	7 232
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 202	69 817	357	77 376
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	7 891	24	7 915
Actions	112	–	1	113
Total des actifs financiers disponibles à la vente	112	7 891	25	8 028
Immeubles de placement	–	–	4 288	4 288
Dérivés ⁽¹⁾	–	593	–	593
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	154	131	21	306
Autres actifs détenus à des fins de transaction	70	–	–	70
Autres ⁽²⁾	20	–	–	20
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 349 \$	78 432 \$	4 691 \$	93 472 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	6 \$	738 \$	– \$	744 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	859	30	889
Autres passifs – autres	20	–	–	20
Total des passifs évalués à la juste valeur	26 \$	1 597 \$	30 \$	1 653 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 19 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 206 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

	30 juin 2014							
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	17	-	-	-	137	-	154	-
Compris dans les autres éléments de bénéfice global ⁽¹⁾	-	(1)	-	-	99	-	98	-
Achats	-	-	-	-	86	-	86	-
Ventes	-	-	(3)	-	(99)	(21)	(123)	-
Remboursements	(50)	(4)	-	-	-	-	(54)	-
Autres	-	-	-	-	(8)	-	(8)	(1)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-
Solde à la fin de la période	300 \$	19 \$	20 \$	1 \$	4 503 \$	- \$	4 843 \$	29 \$
Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets	17 \$	- \$	- \$	- \$	137 \$	- \$	154 \$	- \$
Variation des profits latents pour la période compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 30 juin 2014	17 \$	- \$	- \$	- \$	137 \$	- \$	154 \$	- \$

(1) Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les immeubles de placement représente le profit de change latent.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2013							
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	273 \$	27 \$	12 \$	1 \$	3 572 \$	9 \$	3 894 \$	33 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	68	4	–	–	152	12	236	–
Compris dans les autres éléments de bénéfice global ⁽¹⁾	–	3	–	–	216	–	219	–
Acquisition d'Irish Life	120	–	1	–	248	–	369	–
Achats	–	–	20	–	182	–	202	–
Ventes	(104)	(5)	(10)	–	(82)	–	(201)	–
Remboursements	(68)	(5)	–	–	–	–	(73)	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(3)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	50	–	1	–	–	–	51	–
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(6)	–	–	–	–	–	(6)	–
Solde à la fin de l'exercice	<u>333 \$</u>	<u>24 \$</u>	<u>24 \$</u>	<u>1 \$</u>	<u>4 288 \$</u>	<u>21 \$</u>	<u>4 691 \$</u>	<u>30 \$</u>
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	<u>68 \$</u>	<u>4 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>152 \$</u>	<u>12 \$</u>	<u>236 \$</u>	<u>– \$</u>
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 décembre 2013	<u>75 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>152 \$</u>	<u>12 \$</u>	<u>239 \$</u>	<u>– \$</u>

(1) Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les immeubles de placement représente le profit de change latent.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Titres adossés à des actifs (inclus dans les obligations)	Actualisation des flux de trésorerie	Hypothèse de taux de vitesse de remboursement par anticipation (pourcentage estimatif des remboursements par anticipation sur une base annuelle) Hypothèse de taux de défaut de paiement constant (pourcentage estimatif du groupe de garanties faisant l'objet de défauts sur une base annuelle) Hypothèse d'écart ajusté de l'indice des titres adossés à des actifs (l'indice ABX) (ajusté pour tenir compte des primes de liquidité calculées à l'interne)	8,5 % (moyenne pondérée) 5,0 % (moyenne pondérée) 493 pdb (moyenne pondérée)	La Compagnie ne croit pas que l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour remplacer une ou plusieurs des données aurait une incidence importante sur la juste valeur de ces instruments.
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation Taux réversif Taux d'inoccupation	Fourchette de 3,6 % à 11,0 % Fourchette de 5,3 % à 8,3 % Moyenne pondérée de 3,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Fonds distincts et autres entités structurées

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds en unités de compte, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices de fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations de la juste valeur, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices de fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices de fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit Placements pour le compte des polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts.

Dans les cas où l'actif du fonds distinct est investi dans des entités structurées et que l'on considère que le fonds exerce un contrôle sur ces entités, la Compagnie a présenté les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux et correspondants dans l'actif et le passif. Les montants ainsi présentés s'établissaient à 782 \$ au 30 juin 2014 (772 \$ au 31 décembre 2013).

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices de fonds distincts, y compris les variations de la juste valeur et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices de fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées à la valeur de marché des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices de fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des honoraires qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la valeur de marché des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais qui offrent le groupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2014, la valeur des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 2 835 \$ (2 674 \$ au 31 décembre 2013).

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties :

	30 juin 2014				
	Valeur de marché	Insuffisance d'investissement par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	28 647 \$	– \$	19 \$	57 \$	57 \$
Exploitation américaine	9 152	–	–	40	40
Exploitation européenne	9 158	294	10	53	347
Total	46 957 \$	294 \$	29 \$	150 \$	444 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 juin 2014.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 \$ pour le trimestre et à 5 \$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne.

Se reporter à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2013 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts :

a) Placements pour le compte des polices de fonds distincts

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 012 \$	11 374 \$
Obligations	36 425	34 405
Prêts hypothécaires	2 401	2 427
Actions et parts de fonds communs de placement	67 295	62 882
Fonds communs de placement	44 719	41 555
Immeubles de placement	8 700	8 284
	171 552	160 927
Produits à recevoir	423	380
Autres passifs	(2 375)	(1 300)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	782	772
Total	170 382 \$	160 779 \$

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013
Solde au début de l'exercice	160 779 \$	105 432 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	11 080	7 105
Produits de placement nets	1 035	300
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 476	1 378
Profits en capital latents sur les placements, montant net	5 250	1 840
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	774	1 595
Retraits des titulaires de polices	(10 674)	(6 555)
Placement des fonds distincts dans le fonds général	(382)	-
Virement du fonds général, montant net	35	30
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	10	11
Autres	(1)	-
Total	9 603	5 704
Solde à la fin de la période	170 382 \$	111 136 \$

c) Produits de placement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013
Produits de placement nets	1 035 \$	300 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 476	1 378
Profits en capital latents sur les placements, montant net	5 250	1 840
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	774	1 595
Total	9 535	5 113
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	9 535	5 113
Montant net	- \$	- \$

d) Placements pour le compte des polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	30 juin 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des polices de fonds distincts⁽¹⁾	112 580 \$	50 157 \$	9 760 \$	172 497 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 2 115 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

	31 décembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des polices de fonds distincts ⁽¹⁾	106 144 \$	46 515 \$	9 298 \$	161 957 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 1 178 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au cours du premier semestre de 2014, aucun actif n'a été transféré du niveau 1 au niveau 2 ou inversement.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Solde au début de l'exercice	9 298 \$	6 287 \$
Total des profits inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	398	694
Acquisition d'Irish Life	-	2 326
Achats	213	428
Ventes	(146)	(440)
Transferts vers le niveau 3	7	4
Transferts hors du niveau 3	(10)	(1)
Solde à la fin de la période	9 760 \$	9 298 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

En plus des fonds distincts, la Compagnie détient des participations dans un certain nombre d'entités structurées non consolidées, notamment des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement à capital variable et des fiducies d'investissement à participation unitaire. Ces entités sont créées afin d'offrir des options stratégiques aux porteurs de parts, selon les directives de chaque fonds.

Certains de ces fonds sont gérés par des parties liées à la Compagnie, et la Compagnie touche des frais de gestion pour ces services. Les frais de gestion sont variables en raison de divers facteurs, comme le rendement des marchés et des secteurs dans lesquels le fonds investit. L'augmentation ou la diminution des frais de gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, lesquelles subissent l'incidence de la conjoncture du marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des honoraires comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt, les défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits.

8. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 juin 2014		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	138 965 \$	5 309 \$	133 656 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	870	–	870
Total	139 835 \$	5 309 \$	134 526 \$

	31 décembre 2013		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	131 174 \$	5 070 \$	126 104 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	889	–	889
Total	132 063 \$	5 070 \$	126 993 \$

9. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Charges d'exploitation				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	2 \$	2 \$	3 \$	3 \$
Charges financières				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	65	64	131	122
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	2	2	5	5
Autres	7	6	13	11
Total	76 \$	74 \$	152 \$	141 \$

10. Coûts de restructuration et d'acquisition

À la suite de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, la Compagnie a dressé un plan de restructuration visant à regrouper les activités d'assurance-vie et de retraite de Canada Life (Ireland) et d'Irish Life.

Le tableau suivant présente les coûts de restructuration et d'acquisition selon les principaux postes :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Coûts d'acquisition	– \$	10 \$	– \$	14 \$
Restructuration – Irish Life				
Coûts liés au personnel	1	–	1	–
Systèmes d'information	6	–	10	–
Autres	3	–	4	–
Total	10 \$	10 \$	15 \$	14 \$

11. Capital social

a) Actions privilégiées

Le 22 mai 2014, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées, série S, à dividende non cumulatif de 5,25 % au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 30 juin 2019 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 juin 2023, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Des coûts de transaction de 5 \$ (4 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission d'actions privilégiées ont été déduits du surplus cumulé.

b) Actions ordinaires

	30 juin 2014		31 décembre 2013	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début de l'exercice	999 402 079	7 112 \$	950 596 440	5 848 \$
Actions ordinaires échangées contre des reçus de souscription lors de l'acquisition d'Irish Life	–	–	48 660 000	1 220
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(726 304)	(22)	(1 885 381)	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	–	17	–	46
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	260 802	8	2 031 020	57
Solde à la fin de la période	998 936 577	7 115 \$	999 402 079	7 112 \$

11. *Capital social (suite)*

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 décembre 2013, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 6 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, offre qui débute le 9 décembre 2013 et se termine le 8 décembre 2014.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a racheté puis annulé 726 304 actions ordinaires (néant au cours du semestre clos le 30 juin 2013 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités) au coût de 22 \$. Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 17 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres.

12. **Gestion du capital**

a) **Politiques et objectifs**

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques d'exploitation et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

12. *Gestion du capital (suite)*

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Capital de première catégorie ajusté, montant net	10 976 \$	10 432 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 373	2 236
Total du capital disponible	13 349 \$	12 668 \$
Total du capital requis	5 850 \$	5 673 \$
Ratio du capital de première catégorie	188 %	184 %
Total du ratio	228 %	223 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2013, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences minimales réglementaires locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

13. Paiements fondés sur des actions

Au cours des trimestres clos le 30 juin et le 31 mars 2014, 109 400 options et 1 556 300 options ont été attribuées, respectivement, en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie (1 832 100 options au cours du semestre clos le 30 juin 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2014 était de 5,75 \$ par option (4,33 \$ pour le semestre clos le 30 juin 2013).

14. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi incluses aux charges d'exploitation et aux autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Régimes de retraite				
Coût des services	40 \$	34 \$	79 \$	65 \$
Coût financier, montant net	–	6	1	13
	40	40	80	78
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	1	–	1	1
Coût financier, montant net	4	5	9	9
	5	5	10	10
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes consolidés de résultat	45	45	90	88
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels comptabilisés	237	(210)	462	(193)
Rendement de l'actif (plus élevé) moins élevé que prévu	(135)	54	(254)	(60)
Frais administratifs moins élevés que prévu	–	–	(1)	–
Variation du plafond de l'actif (Bénéfice) perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	–	3	(7)	(2)
	102	(153)	200	(255)
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Écarts actuariels comptabilisés	9	(23)	27	(19)
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	111	(176)	227	(274)
Total de la charge (de l'économie) au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	156 \$	(131) \$	317 \$	(186) \$

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2014, la Compagnie a engagé des pertes actuarielles de 8 \$ et de 12 \$, respectivement, liées aux réévaluations de régimes de retraite, lesquelles ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus (néant au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2013). Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des pertes liées à la réévaluation du régime de retraite découlant d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence acquis au moment de l'acquisition d'Irish Life.

Au cours du premier semestre de 2014, la Compagnie a modifié la répartition de certains placements de ses régimes de retraite, ce qui a fait en sorte que des actifs du régime d'un montant additionnel de 1 066 \$ sont maintenant inclus dans les fonds distincts de la Compagnie (note 7).

14. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations aux dates suivantes :

	Taux d'actualisation moyen pondéré	
30 juin 2014 (30 juin 2013)	4,0 %	(4,7 %)
31 mars 2014 (31 mars 2013)	4,3 %	(4,3 %)
31 décembre 2013 (31 décembre 2012)	4,7 %	(4,3 %)

15. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice				
Bénéfice net	644 \$	553 \$	1 260 \$	1 103 \$
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	(29)	(32)	(58)	(65)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	615 \$	521 \$	1 202 \$	1 038 \$
 Nombre d'actions ordinaires				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	999 058 528	951 560 784	999 136 645	951 281 321
Ajouter :				
– Exercice potentiel d'options sur actions en cours	926 027	583 701	1 091 114	492 923
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	999 984 555	952 144 485	1 000 227 759	951 774 244
 Bénéfice de base par action ordinaire	0,616 \$	0,548 \$	1,203 \$	1,092 \$
 Bénéfice dilué par action ordinaire	0,615 \$	0,547 \$	1,202 \$	1,091 \$
 Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$	0,6150 \$	0,6150 \$

16. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge (l'économie) d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Impôt exigible	82 \$	190 \$	188 \$	331 \$
Impôt différé	74	(62)	141	(75)
Total de la charge d'impôt	156 \$	128 \$	329 \$	256 \$

b) Taux d'imposition effectif

Pour le semestre clos le 30 juin 2014, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 20 %, comparativement à 17 % pour l'ensemble de l'exercice 2013 et à 18 % pour le semestre clos le 30 juin 2013. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

La hausse du taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2014 par rapport à celui de l'ensemble de l'exercice 2013 s'explique par les dépenses non déductibles engagées au cours du premier trimestre de 2014. De plus, au cours du premier trimestre de 2014, les lois de l'impôt sur le revenu nouvellement adoptées par certains États ont entraîné une réduction de la valeur comptable de certains actifs d'impôt différé de Putnam, ce qui s'est traduit par une autre augmentation du taux d'imposition effectif pour le trimestre.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, les entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 314 \$ au 30 juin 2014 (1 299 \$ au 31 décembre 2013).

17. Provisions et passif éventuel (changements survenus après le 31 décembre 2013, date du rapport annuel)

Le 1^{er} mai 2014, une filiale de la Compagnie, Putnam Advisory Company, LLC, est parvenue à une entente avec la Massachusetts Securities Division relativement à la plainte administrative qu'elle avait reçue. La résolution de cette question n'aura pas d'incidence significative sur la situation financière consolidée de la Compagnie. Le 28 avril 2014, la poursuite civile restante engagée contre Putnam Advisory Company, LLC relativement à son rôle à titre de gestionnaire de garanties à l'égard de deux titres garantis par des créances a été rejetée. Le 2 juillet 2014, le plaignant a interjeté appel du rejet de la poursuite civile.

18. Information sectorielle

a) Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Total des primes, montant net	2 776 \$	832 \$	2 156 \$	– \$	5 764 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	643	352	529	2	1 526
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	780	302	588	–	1 670
Total des produits de placement nets	1 423	654	1 117	2	3 196
Honoraires et autres produits	356	436	318	–	1 110
	4 555	1 922	3 591	2	10 070
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 367	1 295	2 918	–	7 580
Autres*	728	478	332	6	1 544
Charges financières	29	35	12	–	76
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	13	14	5	–	32
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	10	–	10
Bénéfice (perte) avant impôt	418	100	314	(4)	828
Impôt sur le résultat	90	25	42	(1)	156
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	328	75	272	(3)	672
Participations ne donnant pas le contrôle	24	2	2	–	28
Bénéfice net (perte nette)	304	73	270	(3)	644
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	24	–	5	–	29
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	280	73	265	(3)	615
Incidence de la répartition du capital	24	(4)	(19)	(1)	–
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	304 \$	69 \$	246 \$	(4) \$	615 \$

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013⁽¹⁾

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Total des primes, montant net	2 469 \$	700 \$	1 427 \$	– \$	4 596 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	620	342	436	3	1 401
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 276)	(501)	(1 423)	–	(3 200)
Total des produits de placement nets	(656)	(159)	(987)	3	(1 799)
Honoraires et autres produits	316	349	166	–	831
	<u>2 129</u>	<u>890</u>	<u>606</u>	<u>3</u>	<u>3 628</u>
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux					
titulaires de polices	1 053	366	160	–	1 579
Autres*	666	379	183	7	1 235
Charges financières	28	34	5	7	74
Amortissement des immobilisations					
incorporelles à durée déterminée	13	13	3	–	29
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	10	–	10
Bénéfice (perte) avant impôt	<u>369</u>	<u>98</u>	<u>245</u>	<u>(11)</u>	<u>701</u>
Impôt sur le résultat	67	20	44	(3)	128
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	<u>302</u>	<u>78</u>	<u>201</u>	<u>(8)</u>	<u>573</u>
Participations ne donnant pas le contrôle	19	1	–	–	20
Bénéfice net (perte nette)	<u>283</u>	<u>77</u>	<u>201</u>	<u>(8)</u>	<u>553</u>
Dividendes – détenteurs d'actions					
privilégiées	27	–	5	–	32
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	<u>256</u>	<u>77</u>	<u>196</u>	<u>(8)</u>	<u>521</u>
Incidence de la répartition du capital	25	(4)	(18)	(3)	–
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>281 \$</u>	<u>73 \$</u>	<u>178 \$</u>	<u>(11) \$</u>	<u>521 \$</u>

⁽¹⁾ Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation (note 2).

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Total des primes, montant net	5 389 \$	1 644 \$	3 998 \$	– \$	11 031 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 281	709	1 027	(2)	3 015
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 727	625	1 440	–	3 792
Total des produits de placement nets	3 008	1 334	2 467	(2)	6 807
Honoraires et autres produits	700	855	614	–	2 169
	9 097	3 833	7 079	(2)	20 007
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	6 732	2 593	5 744	–	15 069
Autres*	1 443	972	642	10	3 067
Charges financières	58	70	24	–	152
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	26	29	10	–	65
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	15	–	15
Bénéfice (perte) avant impôt	838	169	644	(12)	1 639
Impôt sur le résultat	195	48	89	(3)	329
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	643	121	555	(9)	1 310
Participations ne donnant pas le contrôle	46	3	1	–	50
Bénéfice net (perte nette)	597	118	554	(9)	1 260
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	47	–	11	–	58
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	550	118	543	(9)	1 202
Incidence de la répartition du capital	48	(8)	(38)	(2)	–
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	598 \$	110 \$	505 \$	(11) \$	1 202 \$

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2013⁽¹⁾

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Total des primes, montant net	4 984 \$	1 329 \$	3 214 \$	– \$	9 527 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 239	665	863	(4)	2 763
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 220)	(507)	(1 008)	–	(2 735)
Total des produits de placement nets	19	158	(145)	(4)	28
Honoraires et autres produits	625	686	318	–	1 629
	<u>5 628</u>	<u>2 173</u>	<u>3 387</u>	<u>(4)</u>	<u>11 184</u>
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux					
titulaires de polices	3 509	1 126	2 504	–	7 139
Autres*	1 319	757	351	10	2 437
Charges financières	57	68	9	7	141
Amortissement des immobilisations					
incorporelles à durée déterminée	25	26	5	–	56
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	14	–	14
Bénéfice (perte) avant impôt	718	196	504	(21)	1 397
Impôt sur le résultat	134	40	87	(5)	256
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	584	156	417	(16)	1 141
Participations ne donnant pas le contrôle	34	4	–	–	38
Bénéfice net (perte nette)	550	152	417	(16)	1 103
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	54	–	11	–	65
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	496	152	406	(16)	1 038
Incidence de la répartition du capital	50	(8)	(36)	(6)	–
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>546 \$</u>	<u>144 \$</u>	<u>370 \$</u>	<u>(22) \$</u>	<u>1 038 \$</u>

⁽¹⁾ Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation (note 2).

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

b) Total consolidé de l'actif et du passif

	30 juin 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	62 343 \$	32 699 \$	44 152 \$	139 194 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 107	1 839	2 332	9 278
Autres actifs	3 030	3 454	19 042	25 526
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	67 687	28 751	73 944	170 382
Total	138 167 \$	66 743 \$	139 470 \$	344 380 \$

	30 juin 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	57 453 \$	29 746 \$	52 636 \$	139 835 \$
Autres passifs	4 760	4 435	3 846	13 041
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	67 687	28 751	73 944	170 382
Total	129 900 \$	62 932 \$	130 426 \$	323 258 \$

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total	129 983 \$	64 558 \$	131 364 \$	325 905 \$

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	55 004 \$	28 376 \$	48 683 \$	132 063 \$
Autres passifs	4 882	4 501	3 681	13 064
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total	122 090 \$	61 045 \$	122 771 \$	305 906 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié Forest Stewardship Council® et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.